

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction et publicité

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61. E-mail: espace@cal.ulb.ac.be Site du mouvement laïque: <http://www.laicite.be> ISSN 0775-2768

Fondateur: Jean Schouters
Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre
Directeur: Patrice Dartevelle
Rédactrice en chef: Michèle Michiels
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet
Production et administration: Fabienne Sergoyne
Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Julie Coste, Patrice Dartevelle, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Jules Louis, Andrée Masson, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.
Documentaliste: Anne Cugnon
Impression: Massoz s.a., Liège

Abonnements:

Pour 10 numéros:
Belgique: 18 □, Étranger: 26 □
Pour 10 numéros + 2 Documents:
Belgique: 20 □, Étranger: 32 □
par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégieux.

En couverture: *Le top-modèle* Adriana Karembeu - photo AFP. Notre dossier: *Tous stars!*, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e

Éditorial

Élections: la montée de l'extrême droite francophone – Patrice Dartevelle ____ 3

Dossier: Tous stars!

Les ragots, univers en expansion – Gabriel Thoveron	4
La politique use de ses charmes – Isabelle Philippon	6
Tant va la cruche à l'eau... – Sergio Carrozzo	8
La «vraie vie»... des «vrais gens!» – Olivier Swingedau	10
Intimité planétaire – Marc Oschinsky	12
Tous <i>people</i> , dans le meilleur des mondes – Fernand Letist	13
Faut-il craindre le paysage médiatique livré aux lois du marché? – François Heinderyckx	14

Monde

La reconstruction irakienne sur du sable. Une interview de Pierre-Jean Luizard – Propos recueillis par Pascal Martin	16
USA - Mise en place d'un État d'exception? – Jean-Claude Paye	18

Société

Habitat wallon: une mutation sociologique – Philippe Coulée	20
---	----

Idées

Du bon usage du monde. L'entretien de Jean Sloover avec André Comte-Sponville	22
Baudouin sans auréole. Le poids de la religion (Bonnes feuilles)	24
Bonjour tristesse – Michèle Michiels	25
OGM: le chaînon manquant – Jean Semal	26
Vive la politique ! – Yolande Mendes da Costa	27

Europe

Giscard prépare un Concordat européen – Georges C. Liénard	28
--	----

Laïcité dans le monde

Coopération belgo-chilienne – Philippe Grollet	29
--	----

Culture

Kinshasa se raconte à Bruxelles – Célestin Badibanga neMwine	30
La clémence de Nancy – Sophie Creuz	32

Multimédia

L'air de rien – Maxime Coppin	33
-------------------------------	----

Agenda

	34
--	----

prochain dossier

Laïcité en Europe

En même temps que votre magazine, le Document «Laïcité en Europe» sort également en librairie. Consacré à l'État et au statut de la laïcité dans nombre d'États européens, ce Document fait utilement le point sur la séparation de l'Église et de l'État dans des pays aussi différents que la France et la Pologne, la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Espagne et l'Italie... L'Europe a-t-elle suffisamment pris ses distances avec les religions? On peut encore se poser la question, celle qui reste pendante à ce jour pour le préambule de la Convention européenne...

Le prochain numéro d'*Espace de Libertés* sortira dans les premiers jours du mois de septembre et le dossier sera consacré au militantisme et au bénévolat. Entre-temps, bonne lecture et bonnes vacances!

Élections: la montée de l'extrême droite francophone

Les élections fédérales du 18 mai ont conforté le Vlaams Blok, comme on pouvait s'y attendre. L'extrême droite flamande obtient ainsi 18,2 % des voix dans le collège néerlandophone pour le Sénat contre 15 % en 1999. À la Chambre, le Blok dispose de dix-huit sièges au lieu de quinze. Dans le canton d'Anvers, il obtient 28,7 % des voix.

Ces chiffres sont consternants: ils atteignent le niveau des voix de Le Pen aux présidentielles françaises.

Le score électoral de l'extrême droite francophone, lui, est inattendu. L'ambiance francophone est toute différente: une publicité minimale, dans l'hostilité de tout ce qui est public et une absence totale de noms connus. Tout au plus le FN a-t-il pu faire fond sur son identité d'appellation avec le parti de Le Pen. Le FN obtient néanmoins 5,9 % des voix dans le collège francophone pour le Sénat. Il obtient un député et une sénatrice. Dans le canton de Charleroi, il obtient 11,8 % des voix.

Il ne convient pas de céder à la panique, la progression du FN n'est pas inéluctable. Aux élections législatives de 1995, le FN avait déjà obtenu 5,6 % des voix en Wallonie et 3,5 % à Bruxelles. Il avait largement perdu en 1999.

Hors de Belgique, il faut bien revenir au cas de Haider qui obtient 26,91% en 1999 et retombe à 10,15% en 2002. En sens inverse, le FN français a progressé entre 1998 et 2002, dans deux des villes qu'il avait conquises, de 35,93% à 57,17% à Orange et de 37,27% à 62,57% à Marignane¹.

Rien n'est donc fatal mais rien n'est acquis d'avance.

Pourquoi le vote FN?

Le vote FN vient essentiellement des zones wallonnes les plus déprimées économiquement, au taux de chômage le plus important et où l'univers traditionnel du travail et de l'économie est le plus violemment secoué. Tant mieux sans doute si le Hainaut peut bénéficier des aides européennes du type Objectif 1 mais ce sont celles réservées aux zones les plus pauvres d'Europe, dont le revenu moyen ne dépasse pas les trois quarts de la moyenne européenne. On oublie –ou on masque– bien souvent le caractère tragique de la situation. Peut-on suivre sérieusement Serge Kubla, le ministre wallon de l'Économie, quand il déclare triomphalement que le recul des exportations wallonnes en 2002 n'est que de 0,9%? Sans doute la faute en revient-elle au contexte international mais la Wallonie (et spécialement le Hainaut) a un retard à rattraper pour rejoindre la moyenne européenne. Peut-elle se permettre encore de reculer?

Sans doute un redressement économique atténuerait-il le problème mais ni les exemples flamand, autrichien et français ne sont réellement probants à cet égard.

Parler vrai

Il y a sans doute bien à dire sur la politique concrète des mandataires politiques belges mais celle-ci est le plus souvent supérieure à la théorisation qu'ils en font. Les hommes politiques belges sont bien souvent d'honorables

gestionnaires de dossiers mais leurs théories générales, du moins celles qu'ils proclament, sont trop souvent la répétition de théories et d'illusions du XIX^e siècle. Elles évitent les données actuelles les plus certaines scientifiquement.

La dernière campagne électorale a vu de tous côtés le même discours: tout va bien aller et demain nous vous accorderons des avantages et des facilités supplémentaires. Quand un pays a la dette publique et la structure démographique de la Belgique et que de pays de Cocagne qu'elle était relativement jusque tard dans les années soixante, elle est tombée en-deça de la moyenne européenne, est-ce bien raisonnable?

Dès le 19 mai, on ne parlait plus que des perspectives économiques déprimantes, de la question de la retraite qui devient urgente (tous ceux qui travailleront d'ici 2021 sont déjà nés et paieront les retraites). Voici peu de mois, chacun ou presque se rengorgeait à voir la petite Belgique tenir tête au géant américain et parlait d'Europe-puissance. Ne serait-ce que pour régler nous-mêmes les problèmes européens, il faudrait bien doubler le budget de la Défense nationale, c'est-à-dire trouver 2,5 milliards d'euros. Nul n'en parle plus...

Tenir un discours vrai où les problèmes réels d'aujourd'hui et de demain sont énoncés sans fard éviterait bien des déconvenues et bien des rejets de l'action politique. Faire perpétuellement comme si le monde avait encore devant lui une doctrine globale crédible garantissant le paradis de la cité de Dieu, ou du socialisme, ou de la main invisible libérale réglant magiquement les conflits économiques est plein de risque².

La Belgique n'a pas le monopole de telles illusions. Le débat actuel en France sur les retraites est surprenant. Je ne sais pas s'il faut suivre les propositions du gouvernement Raffarin (quasi identiques aux positions de Jospin) mais quand je vois les militants de tel syndicat essayer de mettre tout le monde au régime le plus favorable alors qu'en quelques décennies, on va passer à 83 retraités pour 44 actifs si rien ne change³. J'imagine quel réveil douloureux on prépare.

Le risque de la nostalgie

On n'empêchera pas l'extrême droite de cultiver la nostalgie et l'incompréhension face à l'évolution de la société. Un journaliste, Christian Duplan, a tenté d'analyser pourquoi un tiers des habitants de son petit village rural de l'Aisne votent Le Pen. En définitive, il oppose la France moderne au bloc qui refuse mai 68, la libéralisation des mœurs, les droits de la femme, la présence des immigrés, la déstructuration de la famille, etc.⁴

L'extrême droite «conjugue le temps» au passé. Nos préjugés laïques nous font croire que le passé appartient au passé mais bien des civilisations ont cru qu'il était l'avenir.

Patrice Dartevelle

¹ Serge Govaert, «Vlaams Blok: les raisons d'une quarantaine», *Politique*, n°29 (mai 2003), pp.3-4.

² J'ai déjà expliqué le fond de mon point de vue après la débâcle de Lionel Jospin aux présidentielles de 2002, cf. «La giffe», *Espace de Libertés* n°301, mai 2002, p.3.

³ Interview de Xavier Gaullier, sociologue au CNRS, auteur de *Le temps des retraites*, Le Seuil, 2003, in *Le Nouvel Observateur* n°2013, du 5 au 11 juin 2003, pp. 16-24.

⁴ Christian Duplan, *Mon village à l'heure Le Pen*, Le Seuil, 274 pages. J'en parle d'après l'article de Marianne, du 24 au 30 mai 2003.

Le petit écran devait être une fenêtre sur le monde. Il est peu à peu devenu, en une vingtaine d'années, une fenêtre sur cour. Mesdames messieurs Tout-le-Monde y ont trouvé de plus en plus leur place, témoins interrogés dans un journal télévisé, présentant leurs cas dans un débat de société ou participant à un de ces jeux qui ne nécessitent aucune compétence particulière... La télé n'est plus seulement une sorte d'aquarium où l'on entend s'exprimer des personnalités, experts, universitaires, politiques, artistes, vedettes et autres... mais un miroir où apparaissent des gens comme nous. Peut-être qu'un jour notre tour viendra, et chacun guette le moment de trouver sa petite place, avide de connaître enfin, selon l'expression d'Andy Warhol, «un quart d'heure de gloire dans une vie monotone». Mais aussi, étant vu par tous, de se prêter à la critique de tous.

La télé réalité n'est qu'un aboutissement d'une évolution qui nous conduit à n'être plus seulement des spectateurs mais, de plus en plus, des acteurs. Pour y être montré, il faut évidemment payer le prix, accepter de se livrer à une confession publique, laver son linge sale sous le feu des caméras, oser dire à tout le monde ce que l'on avait du mal à révéler à des proches, avouer un adultère, reconnaître son homosexualité, annoncer une rupture...

Cela nous fait d'abord penser à certains villages hollandais où nombre d'habitants ne mettent pas de rideaux à leurs fenêtres, vivant dans la transparence et s'offrant au jugement de tous. Le passant peut constater que chacun vit là comme il faut, que personne, dans cette maison, ne contrevient aux lois, ni à celles de dieu, ni à celles des hommes.

Mais ceux qui s'exposent sur les écrans de télévision n'offrent pas un spectacle aussi monotone. Ils affirment surtout des choix personnels, ils n'ont pas peur de refuser les normes et disent, comme les titres de certaines émissions, *C'est mon choix*, tant pis si *Ça va se savoir*, et d'ailleurs *Ça se discute*.

Les ragots, univers en expansion

Les magazines pipelets (en français, *people*) vivent depuis toujours aux dépens des stars en tous genres. Inusables, ils connaissent une nouvelle jeunesse grâce aux vedettes que la télévision n'arrête pas de leur fabriquer.

c'est un suffrage censitaire, car nous disposons d'autant de voix que nous sommes prêts à payer de coups de téléphone, et le scrutin est souvent truqué, sinon manipulé. Mais nous délibérons, puisque nous en parlons.

La télé réalité donne un nouveau souffle aux commérages. On a toujours observé son environnement; les faits et gestes de nos voisins, ceux de nos collègues, n'ont jamais cessé d'alimenter nos conversations. Le rôle de la presse pipelette a été d'emblée d'élargir le champ, de fournir des ragots utilisables au-delà du monde qui nous est proche, en transformant les vedettes du ciné, de la chanson, ou de n'importe quoi, en produits consommables. La star, disait Edgar Morin, «est une marchandise totale pas un centimètre de son corps, pas une fibre de son âme, pas un souvenir de sa vie qui ne puisse être jeté sur le marché».

Aujourd'hui pourtant, à une époque où la promotion se substitue à l'information, les vedettes traditionnelles savent qu'elles ont leur prix. Elles sont entourées de conseillers en communication qui protègent leur image et veillent à ce que celle-ci soit utile à leur carrière, ou rapporte de l'argent. Les stars se monnaient, vendent leurs photos, leurs interviews, ou font des procès, car la loi, surtout en France, les protège. Elles réclament des dommages et intérêts considérables et les plaintes se multiplient. Les Unes des magazines se couvrent de *publications judiciaires* qui finalement assurent leur publicité. Pour Didier Pourquery, de *Voici*, «nous nous enorgueillissons de ce que, parmi les condamnations que nous avons subies, trois seulement étaient consécutives à des informations erronées, et toutes les autres motivées par la seule atteinte à la vie privée et au droit à l'image». Heureusement, les stars nouvelles fabriquées par la télévision sont, tout à la fois, mal protégées –elles disposent de peu de moyens pour agir– et surexposées.

Elles s'exhibent sans complexes, elles sont là pour ça, vous pouvez les voir, et vous devez les voir si c'est de cela qu'on cause autour de vous. Il faut se tenir au courant pour pouvoir en parler, et qui ne veut pas regarder ces émissions risque de s'isoler.

Sans doute fait-on confiance ou non aux images qu'on nous montre. Il y a les naïfs qui croient tout ce qu'ils voient, et les fortes têtes qui crient au chiqué, mais tous doivent s'informer pour pouvoir participer au débat. Le jury populaire doit être éclairé.

Les magazines alimentent nos conversations

Les doutes de ceux qui se méfient s'abreuvent des informations fournies par les magazines pipelets, qu'ils soient populaires, comme *Ici Paris* ou *France Dimanche*, plus chics et chers, comme *Gala* ou *Entrevue*. Ils nous disent tout. La production des émissions s'occupe elle-même de livrer des indiscretions pour assurer la publicité d'une émission ou influencer les votes du public, mais tout un journalisme d'investigation se déploie pour répondre aux questions que peut se poser le public, nous proposer le dessous des cartes, ouvrir les coulisses, dénoncer les manipulations, les trucages potentiels. Révéler la vraie personnalité d'un(e) candidat(e), surtout ses amours, infidélités, divorces - tout ce qui touche au sexe. Une nuée de fouille-merdes explorent les fonds de télépoubelles et, quand ils ne trouvent rien de croustillant à raconter, inventent. Nous apprenons que Loana, du *Loft* avait un bébé caché. Ou qu'Elena, candidate russe de *Nice People*, est une call-girl bien connue de certains milieux de la jet-set - la production s'est vite occupée de la faire éliminer.

Tous les moyens sont bons. Le mensuel *Entrevue*, en d'autres temps, pratiquait l'arrêt sur images pour réaliser

des photos suggestives nous prouvant que telle actrice, telle présentatrice, ne portaient pas toujours de culotte sous sa minijupe. On peut supposer que tel ou tel téléspectateur, glouton optique incorrigible et bien équipé, pratique à l'occasion cette chasse voyeuriste. Tous paparazzi.

Tous à vendre et tous acheteurs

Les célébrités fabriquées en quelques jours, comme les stars d'élevage de l'*Academy*, peuvent payer cher leur moment de gloire. Kenza, sortie du *loft*, a passé un an dans le noir, volets clos; sa mère, que certains appelaient «la mère de la pute», a fermé son cabinet d'esthéticienne. La roche tarpéienne est toujours près du Capitole et, après avoir été mis à nu, on découvre le revers d'une gloire trop vite acquise, gagnée sans avoir dit ni fait grand-chose. Les vedettes qui n'ont conquis leurs lauriers qu'après des années d'apprentissage, de travail, de galère, les méprisent. Le public jaloux se venge de ceux qui sortent trop vite du rang.

Pourtant, les stars d'élevage rapide connaissent une dure incubation. Lisons la description faite dans l'éditorial de *Gala* (3 octobre 2002), sous le titre *Instruction civique: «Entretiens d'embauche humiliants. Cadences infernales. Petits chefs autoritaires. Caméras de surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Vigiles derrière chaque porte. Licenciements secs et sans indemnités. Et, évidemment, ni RTT ni congés payés»*. Que font les syndicats? Ils ont vécu la compétition, l'effort constant, la sélection sévère, l'élimination des plus faibles - avec la nécessité de plaire, plaire au public, plaire à ses petits camarades, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, mais en n'oubliant pas de tendre, mine de rien, des chausse-trapes aux concurrents les plus dangereux. La presse pipelette nous offre le spectacle d'une société néolibérale sauvage et du *struggle for life* qu'elle pourrait nous imposer. Télé et presse à ragots nous initient au grand univers de la marchandise.

Des gens comme nous, s'ils deviennent des vedettes, sont aussi chosifiés, transformés en produits consommables. Nous les regardons comme on se voit dans la glace, sans réaliser que ce miroir est aux alouettes et que nous sommes chosifiés en même temps qu'eux.

Gabriel Thoveron

Chacun guette le moment de trouver sa petite place, avide de connaître enfin, selon l'expression d'Andy Warhol, «un quart d'heure de gloire dans une vie monotone».

© AFP

Vincent Lindon et Patrick Timsit dans *Paparazzi*, une comédie sur les coulisses de la presse à sensation d'Alain Berberian.

Gabriel Thoveron est professeur honoraire à l'ULB.

La politique use de ses charmes

Laurette Onkelinx, Marie Arena et Joëlle Milquet s’affichent à la Une de magazines populaires. Freya Van Den Bossche, la fille de l’ancien ministre de la Fonction publique, use de ses charmes sur Internet et confie ses amours à la presse. L’idéologie céderait-elle la place au marketing?

On ne peut évidemment pas comparer «notre» Laurette Onkelinx, figure de proue gouvernementale du parti socialiste, à Arlette Laguiller, candidate entêtée –et évidemment malchanceuse– à l’élection présidentielle française. Au cours de sa dernière campagne, en mai 2002, l’égérie de *Lutte ouvrière* levait impudiquement le voile sur sa vie privée, révélant des choses «inédites» sur son compagnon. Les bienheureux bénéficiaires de cette opération-vérité et de l’étalage de photos montrant Arlette dans son modeste intérieur? Les deux millions de lecteurs de *Gala*, un hebdomadaire populaire d’outre-Québec. Les responsables politiques belges observent davantage de retenue. Il n’empêche: livrer un peu de sa vie privée aux citoyens-électeurs est devenu furieusement tendance. L’heure est à une certaine «décontraction». Ainsi, Onkelinx a encouragé la publicité autour de son mariage avec l’avocat et constitutionnaliste Marc Uyttendaele. Mieux: voici un petit peu plus d’un an, les tendres époux étalaient leur vie quotidienne dans *La Libre Match*. Aucune révélation osée, qu’on se rassure: les journalistes du cru n’ont rien à voir avec les paparazzi sévissant à Monaco ou en Grande-Bretagne. Même les publications naturellement portées sur le sensationnalisme font preuve, chez nous, d’une certaine réserve en matière de vie privée.

Marie, Joëlle, Jean-Luc et les autres...

Mais voilà: depuis quelque temps, la classe politique semble moins réfractaire à l’idée de livrer un peu de son intimité en pâture à l’opinion publique. À la fin de l’hiver 2002, également pour *La Libre Match*, la séduisante ministre socialiste wallonne Marie Arena posait, en robe du soir, devant un site industriel en friche de la région

Marie Arena...

du Centre. Quelques mois plus tard, c’était au tour de Joëlle, maman pour la quatrième fois, de faire la couverture du même magazine avec la petite Clara dans les bras¹. Bien sûr, il y a plus sulfureux: ces reportages font l’objet d’un accord minutieux entre les journalistes et les «vedettes» politiques qu’ils prennent pour cible. Les deux parties veillent en effet scrupuleusement à leurs intérêts: les uns appâtent le lecteur en lui faisant croire qu’ils découvriront la vie cachée de certaines «stars» politiques; les autres tentent de la sorte de se rapprocher des électeurs. Le *deal* est clair et tout –texte et photos– est soigneusement pesé. Il n’empêche, le pli est pris: désormais, les élus cherchent à séduire. Faut-il, pour ce faire, se comporter comme des vedettes? Qu’à cela ne tienne! Faut-il, pour cela, parler enfants, mariage ou emploi du temps? Au diable la pudeur mal placée! Et n’allez pas croire que les dames ont été les premières à ouvrir le feu: avant elles, Jean-Luc Dehaene en personne, le «plombier» de Vilvorde –appelé ainsi en raison de son adresse à faire fonctionner la tuyauterie institutionnelle belge–, a même initié le genre. L’ancien Premier ministre n’ouvrait-il pas régulièrement sa maison aux photographes et autres cameramen avides de saisir l’éminence au look de bulldozer dans son jardin, au mariage de son fils, devant un match de foot à la télévision ou au milieu de sa collection de coqs? Au début de la législature passée, le vice-Premier ministre Johan Vande Lanotte (SPA) a lui aussi complaisamment convié la presse à ses noces. Et, dans un tout autre registre, on se souvient de Reginald Moreels: l’ancien secrétaire d’État à la Coopération et au Développement (ex-CVP) n’a jamais fait mystère de son anorexie et son visage émacié a plus d’une fois barré la Une de l’un ou l’autre journal.

Depuis peu, cependant, les choses se corsent: les amours de Freya Van Den Bossche, l’élue SPA fille de Luc Van Den Bossche, ministre de la Fonction publique sous la précédente législature, se sont étalées dans les médias flamands tout au long de la campagne électorale. Pour convaincre l’électeur, elle a résolument préféré user de ses charmes plutôt que d’avancer le moindre argument idéologique: son site Internet était, à cet égard, particulièrement édifiant. Inutile de préciser que les médias se sont pris au jeu: «On ne peut pas reprocher à Freya d’utiliser comme arguments de campagne les atouts que la nature lui a donnés», écrivait récemment un confrère du nord du pays. Il faut bien avouer qu’elle est mieux outillée, pour ce faire, qu’un Johan Vande Lanotte». Les boîtes de communication ne s’y trompent d’ailleurs pas: l’une d’entre elles a réalisé une enquête analysant le «sex-appeal» des responsables politiques. L’intéressée y figure en tête du hit-parade des personnalités les plus attirantes, suivie de près par Marie Arena. Quant aux médias audiovisuels, ils sont désormais coutumiers d’émissions hybrides, mêlant (un peu de) politique et (beaucoup de) divertissement. La chose est surtout vraie en Flandre mais aussi, dans une moindre mesure, de ce côté-ci de la frontière linguistique: rappelez-vous de la dernière campagne électorale et de *C’est ma voix* à la RTBF, du *Débat* de 19h30 à RTL-TVI et de *Nom de Nom* à Canal+. Tout cela, bien sûr, n’arrive pas encore à la cheville du *Vivement dimanche* de Michel Drucker, sur France 2, où se succèdent sans se faire prier des personnalités politiques trop heureuses de participer enfin à une émission faisant bien davantage d’audience que les débats politiques traditionnels. Fait remarquable: sur le plateau, on parle de tout, sauf de politique...

L’image idéale

De la part des politiques, le calcul est simple: ils savent que lorsqu’ils concèdent un peu de leur intimité, ils réduisent le fossé qui les sépare des citoyens. En jouant les vedettes, à l’instar de leurs «collègues» du show-business, ils se taillent une «personnalité» jusque dans les rangs de ceux que la politique laisse parfaitement indifférents. Ils existent enfin, aux yeux du «grand public», celui qu’on n’atteint plus guère qu’à grand renfort de techniques publicitaires, celui qui est submergé par l’émotion en regardant *Star Ac*, qui vote à tout bout de champ sur Internet lorsqu’on sollicite son avis sur des brouillilles, mais aux yeux duquel le devoir électoral s’assimile à une insupportable contrainte. «Plus qu’entretenir des convictions et la fidélité de ses sympathisants convaincus –c’est son fonds de commerce–, l’homme (Ndlr, et la femme) politique cherche particulièrement à séduire les franges d’électeurs qui se préoccupent peu de politique», observe Gabriel Thoveron, professeur émérite à l’ULB². Il est essentiel de gagner leurs suffrages, alors qu’ils se montrent surtout sensibles aux personnalités, plus faciles à saisir que les idées. Il s’agit de donner, d’un homme ou d’une femme, une image idéale, répondant à l’idée que se font les électeurs de ceux qui sont appelés à prendre des responsabilités

Les politiques usent désormais des ficelles du marketing, rêvant de s’attirer les suffrages de ceux, nombreux, qui se montrent plus sensibles aux personnalités qu’aux idées.

dans la gestion de la cité, une image qui les montre assez proches de nous pour comprendre nos problèmes, mais leur attribue tout de même les qualités supérieures nécessaires à l’exercice des responsabilités». Ce n’est évidemment pas un hasard si les partis politiques tentent de recruter dans les rangs des «vraies» vedettes, issues des milieux médiatique ou sportif: Marc Wilmots, ferré par Louis Michel (MR) au début de la dernière campagne électorale, est un édifiant exemple de cette évolution.

Séduire le citoyen lambda: pour relever ce défi qui est vieux comme le monde, les personnalités politiques doivent trouver de nouveaux arguments. Et se rabattre sur d’autres thèmes que ceux qui, il n’y a pas si longtemps encore, faisaient la pâture et le succès des hommes et des femmes publics. Dame! Les traditionnels «piliers» qui structuraient la société belge –l’Église, la famille, le syndicat, la mutuelle– sont en mauvaise posture: désormais, on ne «naît» plus dans le «réseau» catholique, socialiste ou libéral, on y fait son marché au gré de ses intérêts immédiats, on zappe d’un organisme à l’autre en fonction de ce qu’il a à offrir de mieux que le concurrent. Dans un tel contexte, les discours militants qui rassuraient les fidèles ouailles ne font évidemment plus mouche. L’image –ce que les agences de communication appelle le «positionnement»– remplace désormais l’idéologie. Et elle tient en peu de mots: un tel est crispé, une telle est sympa, telle autre est fragile, celle-ci est vachement sexy et celui-là est décomplexé. Les politiques usent désormais des ficelles du marketing, rêvant de s’attirer les suffrages de ceux, nombreux, qui se montrent plus sensibles aux personnalités qu’aux idées.

Une question, cependant, taraude tous les observateurs: en admettant même que l’on parvienne, de la sorte, à atteindre une partie de la population habituellement hermétique à la chose publique, le débat aura-t-il pour autant progressé? Il est permis d’en douter. Autrement dit, s’afficher à la Une des magazines peut, effectivement, gonfler les voix de préférence de l’un(e) ou l’autre candidat(e) et, une fois élu(e), augmenter sa popularité. Mais, à part les intéressés soucieux de conforter leur pouvoir, personne n’y aura gagné quoi que ce soit. Et certainement pas la démocratie... ■

Isabelle Philippon

... ont été largement précédées par Jean-Luc Dehaene.

¹ Le *Vif/L’Express* du 23 août 2002.
² Gabriel Thoveron, *La marchandisation de la politique. Du débat à la communication*, éd. Labor, 2003.

Sport et star-system

Tant va la cruche à l’eau...

Les sportifs de haut niveau sont de plus en plus utilisés pour leur image afin de «vendre» un produit, un message. Si jusqu’à présent chacun semblait y trouver son compte, surtout financier, le système commence cependant à montrer ses limites. Le crash financier menace et... des morts suspectes s’accumulent.

Le chiffre d’affaires du football tourne à l’heure actuelle aux alentours de 200 milliards d’euros. Ce qui en fait le sport roi, le vaisseau amiral qui entraîne tous les autres dans son sillage.

Florentino Pérez, le grand patron du Real Madrid, n’a plus d’yeux que pour lui: David Beckham, le talentueux joueur de Manchester United en qui il voit avant tout une juteuse affaire commerciale. Et il n’en fait pas mystère. La preuve, à la mi-avril, après le match de *Champions League* qui oppose les deux clubs les plus riches de la planète, il se déclare disposé à mettre sur la table une bonne cinquantaine de millions d’euros pour s’assurer les services du joueur anglais. Mais moins pour ses qualités de joueur que pour son «image» dont il compte tirer un maximum de bénéfices.

Pérez a déjà fait ses petits calculs pour parvenir à la conclusion qu’en termes de retombées commerciales (*merchandising*, pub, droits TV), Beckham lui rapporterait plus que Ronaldo, Zidane, Raúl et Roberto Carlos réunis: «Grâce au transfert du “spice boy”, le club de Madrid pourrait tripler le chiffre du transfert en termes de rentrées commerciales. Talent, glamour et affaires, qui dit mieux?»¹.

Toute la philosophie du «sport roi», en particulier, et du sport professionnel, en général, tient désormais dans ce triptyque et rien n’indique un changement de tendance pour le futur. Au contraire, les sportifs de très haut niveau participent à part entière au *star system*. Telle joueuse de tennis du *top ten* des courts qui vante les mérites de tel produit laitier, tel judoka médaillé olympique qui parraine une opération humanitaire hyper médiatisée, tel joueur de foot qui devient ambassadeur de l’ONU dans la lutte contre l’exploitation des enfants: les exemples foisonnent. Et si dans certains cas, l’enfer médiatique et marchand est pavé de bonnes intentions –jouer sur l’image du sportif

Le couple Beckham/Spice: une juteuse affaire commerciale.

pour faire passer un message de solidarité, d’indignation– dans d’autres cas, seul l’esprit de lucre prévaut. Certains rétorqueront que la courte période d’activités de l’élite sportive lui impose presque de thésauriser le plus possible pour assurer ses vieux jours. L’immense majorité des sportifs, cependant, doit souvent se contenter d’émoluments à dimension plus humaine.

Éclatement de la «bulle»

Le mariage entre le sport et le *star system*, poussé à l’extrême ces dix dernières années, commence à montrer ses limites. La crise menace, à l’instar du football où tout ne tourne plus très rond. À l’une ou l’autre exception près, la plupart des grands clubs européens se débattent dans des problèmes budgétaires. Cette situation ne surprend qu’à moitié car le délire financier des années quatre-vingt et nonante devait forcément mener à l’éclatement de la «bulle». Au point que le G14, qui regroupe les clubs européens les plus huppés, en vient à décider de prendre le problème à bras-le-corps. Car il y a urgence.

Pendant près de vingt ans, salaires mirobolants et transferts astronomiques ont constitué la règle. La pompe à fric

que représentaient les droits de retransmission TV apparaissait inépuisable. Une erreur d’appréciation qui se paye cash aujourd’hui. En cause: les droits télévisés qui plafonnent quand ils ne régressent pas alors que la masse salariale continue, elle, de peser très lourd. Trop lourd. Les gestionnaires des entreprises footballistiques doivent revoir leurs calculs à la baisse².

Comme le prouve la présence à leur tête d’entrepreneurs de haut vol, les grands clubs de football mais aussi de basket, de cyclisme, etc. fonctionnent avant tout comme des sociétés anonymes, des entreprises multinationales. Ainsi, ils ont parfaitement intégré les règles qui régissent le monde de l’économie: compétitivité, rentabilité. En s’assurant à coups de centaines de millions d’euros les services de Figo, Zidane et Ronaldo, les dirigeants du Real, pour ne citer qu’eux, et les joueurs ont réalisé d’abord une excellente opération financière: «L’arrivée de Zidane a induit une augmentation de 13% des ventes de billets et de plus de 20% des droits télévisés»³. Banco également avec le transfert de Ronaldo: en quelques mois, 90 000 maillots frappés du numéro 10 ont été vendus⁴. À 70 € pièce, club, manufacturier et sponsors se frottent les mains. En réalité, une oligarchie se partage les plus gros segments du marché et parvient régulièrement à imposer son diktat y compris aux États comme le rappelle la saga du Grand Prix de F1 de Francorchamps, finalement supprimé –provisoirement– du calendrier.

Dérive mafieuse

Reste que les chiffres doivent être manipulés avec précaution soumis qu’ils sont aux aléas de la conjoncture sportive et économique. Sans compter que les milieux sportifs n’aiment pas trop la transparence. Ce qui pourrait se retourner un jour contre eux dans la mesure où ils ne sont pas à l’abri des appétits d’individus peu scrupuleux prêts

à utiliser la filière sportive pour recycler de l’argent noir produit par des activités illicites.

Cette opacité se révèle étonnante –en apparence du moins– lorsqu’on sait qu’au même titre que les patrons des clubs de foot ou des écuries de Formule 1 les plus riches, les grands groupes de communication⁵ font désormais la pluie et le beau temps dans l’univers du sport. En tant qu’opérateurs économiques et financiers, ils participent de l’évolution générale –voire l’accélèrent– que certains sports ont connu depuis le début des années quatre-vingt.

Big boss de *News Corporation*, Rupert Murdoch a multiplié les chaînes sportives ces dernières années (*Sky Sports*, *Fox-Sports*, *Net-cablevision*, etc.) en Europe et en Amérique du Nord. *Canal+*, *CLT-UFA*, *Kirch Gruppe*, *News Corporation* dominent le paysage médiatique planétaire en disposant de chaînes exclusivement sportives, en possédant partiellement ou totalement des équipes (de foot, de base-ball, de basket), en ayant acquis les droits commerciaux de la coupe du monde de 2006 ainsi que de plusieurs centaines de clubs européens de football, de matches de rugby, du Golden Four d’athlétisme, etc. Explication de Rupert Murdoch à propos de cet envahissement progressif par les médias de la sphère sportive: «*Le sport, en particulier le football, “surpasse largement” le cinéma et toute autre forme de divertissement pour pousser les gens à s’abonner à une chaîne*»⁶.

Le chiffre d’affaires du football tourne à l’heure actuelle aux alentours de 200 milliards d’euros. Ce qui en fait le sport roi, le vaisseau amiral qui entraîne dans son sillage tous les autres. Avec en toile de fond les convoitises et l’inquiétude qu’un tel pactole génère immanquablement. Car qui dit argent, dit pouvoir, sans contrôle de surcroît à l’instar de préceptes défendus par les gourous de la mondialisation: «*Le football joue-t-il un rôle dans la diffusion de l’idéologie de la mondialisation? Oui, si l’on admet que ce sport-industrie développe au plus haut point les deux paramètres les plus haïssables du système capitaliste: d’une part, un fonctionnement mafieux reposant sur la recherche du profit maximal (...), d’autre part, une idéologie fondée sur le principe du surhomme, de la force, de la violence*»⁷. Qui se retourne d’abord contre les sportifs eux-mêmes dont on attend qu’ils soient en permanence au sommet de leur forme.

Une malencontreuse succession de contre-performances suffit parfois à les faire passer de l’extase à l’agonie, du feu des médias à l’obscurité de l’oubli. Parfois à celle de la mort. Depuis quatre ans, un magistrat turinois, Raffaele Guariniello, enquête sur les décès suspects de joueurs du *calcio* et de sportifs professionnels. En cause: l’utilisation massive, sans doute, de substances dopantes⁸. *Star system* et industrie du sport, les deux faces d’une pièce dont la tranche peut se transformer en un redoutable couperet.

Talent, glamour et affaires: toute la philosophie du «sport roi», en particulier et du sport professionnel, en général, tient désormais dans ce triptyque.

Sergio Carrozzo

¹ *El Periódico*, 26 avril 2003.
² Lire le très intéressant dossier publié par *L’Humanité hebdo*, 11-12 janvier 2003. Le G14 comprend des clubs tels que Manchester United, le Real Madrid, le Milan AC, le Bayern de Munich, Ajax, etc.
³ *Accor, Le Magazine*, n°48, décembre 2002-janvier 2003.
⁴ *L’Espresso*, 9 janvier 2003.

⁵ Le 16 mai dernier, Mark McCormack est décédé. En 1990, il avait été désigné comme «*homme le plus puissant du sport*» par le magazine américain *Sports Illustrated*. Grand patron d’IMG/McCormack, il est considéré comme l’un des pères du marketing sportif et gérait les images notamment de Tiger Woods (joueur de golf), de Venus Williams (tennis) et de nombreux autres grands sportifs. Voir: *Le Soir*, 17 mai 2003.
⁶ *L’Équipe magazine*, 24 octobre 1999.
⁷ «Le cloaque mafieux du football mondial», *Le Monde Diplomatique*, juin 2002.
⁸ Le magistrat italien enquête sur plus de 160 cas de footballeurs morts depuis le début des années soixante. Il a également commandé une vaste enquête épidémiologique dont les conclusions donnent froid dans le dos: les joueurs de foot meurent beaucoup plus souvent que la moyenne de leucémie et de tumeurs.

La «vraie vie»... des «vrais gens»!

Ils sont «comme nous», ils vivent «comme nous» et, comme nous, ils cultivent leurs petits jardins faits de petits hobbies, de petits rêves et de petites passions. Ils sont la nouvelle coqueluche des rédac’ chefs des médias grand public qui, poussés dans le dos par des éditeurs fiers de leurs «relations privilégiées» avec les annonceurs publicitaires, pressentent la recette qui rapporte par la grâce du succès populaire.

Les nouveaux remplisseurs de colonnes, ce sont les «vrais gens» dont on célèbre la «vraie vie», (très) simple et (peut-être) saine. La panacée fonctionne-t-elle? Les derniers chiffres du CIM (Centre d’information sur les médias) ne semblent guère suivre l’euphorie populiste actuelle...

La presse «de proximité» a le vent en poupe. Pas chic et pas chère, elle est le pâle reflet de pâles réalités. Si elle existe depuis toujours, elle n’est que depuis quelques années au centre de tous les positionnements économico-stratégiques¹ au sein du monde –oh combien!– éclairé des médias. Elle semble cumuler les avantages face une presse «people» vieillissante.

La presse «pipole», comme on l’écrit et comme on la décrit avec dérision, coûte cher à ses concepteurs: traquer les stars, cela cartonne auprès d’un lectorat peu regardant, mais cela peut aussi s’avérer très coûteux en termes de cachets, occultes ou vertueux, de procès et de frais en paparazzi... Que d’heures de «planque» et que de pellicule gâchée pour «le» cliché saignant, celui qui fera soupirer d’aise cette tant convoitée «ménagère de moins de 50 ans». Celle que toutes les feuilles de chou d’Europe poursuivent, semaine après semaine ou mois après mois, de leurs attentions pour le moins intéressées. La loi des annonceurs publicitaires est dure, mais c’est la loi... L’unique loi.

Et si les «vrais gens» nous accordaient l’immense privilège de garder pour eux l’ennui et la banalité de leur «vraie vie»?

Un nouvel héros moderne: le *has never been*

La télévision a, la première, trouvé l’astuce: pourquoi payer cher des vedettes souvent dépassées qui n’ont «même pas la reconnaissance du ventre pour la main qui les nourrit», comme dirait le patron de TF1? Les célèbres *StarAc*¹-*Loft-Koh Lanta* –et récent *Nice People*– ont ouvert la voie aux vedettes «cheap» qui rassurent le public en étant au moins aussi médiocres que lui²...

Un gage de... professionnalisme dont se félicitent les vendeurs de savonnettes télévisuelles. «*Nous ne faisons qu’être proches des gens, humains, simples et profonds à la fois, comme eux*» déclarait l’animateur-producteur de l’un de ces *reality-shows* édifiants, alors soumis aux attaques des médias dits «sérieux» pour la complaisance, réelle ou supposée, de son étalage un peu sinistre. «*Je ne m’attarde pas sur les coups bas des envieux et des jaloux. C’est vrai, mon (!) émission cartonne, mais est-ce un défaut de réussir et de plaire aux gens?*». Aux vrais gens, cela va sans dire.

En Belgique aussi, l’usine à *corned beef* –à *vedettekes*– marche du tonnerre. Le Nord de notre pays, toujours à la pointe du progrès, a embrayé bien avant le Sud avec ses *Bekende Vlamingen* (Flamands connus). «*Iedereen beroemd*»! (tous connus!) comme le déclarait, lors de la «première» de son *reality show* personnel le –jadis- célèbre gardien de but Jean-Marie Pfaff, dont on filme l’indigence et la vacuité 24 heures sur 24.

Sur toutes les chaînes –y compris l’autrefois exemplaire RTBF– on assiste à un phénomène encore plus «pragmatique» (c’est le mot actuel pour «cynique»!): celui de ces petites émissions sponsorisées, «offertes» à un public avide par une quelconque lessive. Habilement intercalées entre deux écrans publicitaires (à moins que ce ne soient des programmes), ces «télé-sponsors» s’auto-justifient: «C’est la vie», «Jour après jour», «Passion» et autres «Du côté de chez vous» sont de petites séquences, même pas annoncées par les magazines télé, qui mettent en scène non plus des vedettes, *has been* ou encore «actives», mais de véritables inconnus, sincères et en général profondément ennuyeux... des *has never been*, en somme. Celui qui n’a «jamais été» est le nouveau héros moderne.

Presse grand public: suiviste... comme d’habitude

Les médias «grand public», à quelques exceptions près, singent eux aussi cette ferveur «proxo» et se livrent sans vergogne au culte, hebdomadaire ou mensuel, de ces anti-héros post-modernes. Même un certain quotidien belge de renom (bien qu’en chute libre) s’adonne au culte de ces «fabuleux inconnus qui n’ont rien à dire». Voici quelques exemples glanés au fil de ces saines lectures. Pas de cruauté, pas de noms!

José (52 ans) nous dévoile sa passion pour le bio. Il nous montre ses légumes un par un et y va de ses commentaires sur la disparition des saisons, les attaques des nuisibles contrées avec efficacité par la «bouillie bio de mamie». Il

aimerait que beaucoup d’autres fassent comme lui, évidemment. Car «*les légumes des grandes surfaces, hein, vous savez...*».

Mathilde (64 ans) nous présente son nouveau macramé («une année entière d’insomnies!») et sa collection de sets de table en dentelle de Bruges («J’ai dû plusieurs fois effectuer le voyage pour une pièce manquante repérée par une amie!»).

Jean (82 ans) vient de passer vingt années à rechercher ses camarades disparus de collège jésuite, de service militaire, de légion... ou de beuverie. Il nous décrit longuement à quel point cela a été dur et les multiples difficultés «administratives» auxquelles il a été confronté. Il ne fait pas l’impasse sur les nombreux trajets en transports en commun dont il a eu besoin pour appréhender ses incunables, horaires des bus régionaux compris.

Une connivence idéologique

Le marché si lucratif des seniors n’est pas le seul à être célébré par les annonceurs publicitaires - pardon, par les médias... Ainsi, de ces «articles» basés sur le célèbre *avant-après* de la presse «féminine»: Ginette (32 ans) ne se «reconnait plus» après les soins cosmétiques, manucure et coiffure, prodigués gracieusement par son magazine préféré avec l’aide d’une esthéticienne ou d’un salon de coiffure... désintéressé, évidemment. C’est le temps des confidences, celles qui remplissent à coup sûr les colonnes. Ginette est allée en vacances avec un exemplaire de son magazine de prédilection, photo à l’appui. Même matrice pour les «régimes-défis» et le sevrage tabagique. Toujours les mêmes inconnu(e)s, ni plus ni moins beaux, ennuyeux à mourir...

Peu importe, les pages blanches sont pleines de publicité rédactionnelle, donc la pub –la vraie– suit. Ou plutôt, devrait suivre: un frémissement s’annonce et la croisade «anti-élitiste» des leaders d’(absence?) d’opinion.

Et si les «vrais gens» nous accordaient l’immense privilège de garder pour eux l’ennui et la banalité de leur «vraie vie»? Cela nous ferait des vacances et un salutaire appel d’air... Pour profiter des «vraies idées»? ■

Olivier Swingedau

Loana, «héroïne» du premier «Loft»: venue de rien, tellement proche des mininettes d’aujourd’hui...

¹ E. Duverger et R. Ménard, *La Censure des Bien-Pensants*, Albin Michel, 2002.

² Alain Minc, *Épîtres à nos nouveaux maîtres*, Grasset, 2002.

Intimité planétaire

... ou la mise en scène de la banalité absolue!

Le 1^{er} janvier 2000, un responsable de système informatique de Dallas, Texas, a officiellement changé de nom. Alors que, la veille encore, il s'appelait Mitch Maddox, il est entré dans l'an neuf avec un nouveau patronyme: «DotCom Guy» («Mec PointCom»).

En même temps, DotCom Guy a changé de vie: il a emménagé dans une maison vide (avec un chat, quand même), dans la ferme intention de vivre pendant un an par et pour l'internet: tous ses contacts sociaux passaient par la messagerie instantanée et le courrier électronique, il commandait ce dont il avait besoin sur des sites de vente et, surtout, douze caméras diffusaient sur son site le moindre de ses faits et gestes.

DotCom Guy avait tout calculé pour devenir une star de l'Internet. Les premiers jours de l'an 2000, tous les sites web parlaient de lui, tous les médias s'intéressaient à son pari fou. Il avait même un business plan en béton: l'accès aux webcams qui l'espionnaient en permanence était payant.

DotCom Guy était convaincu que des gens dépenseraient quelques cents par jour pour le voir vivre.

Son plan aurait sûrement marché s'il n'y avait eu un léger grain de sable: l'écatement de la bulle internet, trois mois après son emménagement. Brutalement, plus personne n'avait envie de voir quelqu'un dont le nom même était synonyme d'argent placé dans des actions qui ne valaient plus un centime.

Une recherche poussée sur l'internet n'a pas permis de savoir comment DotCom Guy a terminé son année, ni si, à part ses parents, son chat et son PC, il y avait quelqu'un pour assister à sa sortie de la maison, le 31 décembre 2000. Mais l'essentiel n'était peut-être pas là. L'essentiel était que DotCom Guy avait prouvé que, oui, l'internet était le vecteur idéal pour obtenir son quart d'heure de gloire. Et, la recherche du quart d'heure de gloire étant une des activités les plus prisées de nos contemporains, le Web était donc promis à un bel avenir.

Car, grâce à la Toile, plus besoin de «connaître quelqu'un» pour atteindre la notoriété planétaire instantanée. Il suffit d'un ordinateur, d'une connexion... Et, surtout, d'une bonne idée, celle qui fera la différence entre vous et votre voisin, qui a le même PC et la même connexion.

Aujourd'hui, l'accès à la célébrité ne passe plus tellement par les webcams. C'est qu'une nouvelle rage s'est emparée des internautes: le *Blog*. Le *Blog*, de son nom complet *Weblog*, c'est un journal intime (log) sur le Web.

Grâce à des sites de publication automatique, vous ne devez plus avoir la moindre notion de mise en page ou de langage de programmation pour créer vos propres pages Web. Vous écrivez un texte, vous l'envoyez (le «postez») et, bingo, c'est fait, il s'affiche sur un site que tout le monde pourra aller voir!

Regardez, par exemple, le *Blog* de Raed. Écrit dans un anglais parfait, ce journal de bord est, paraît-il, rédigé à Bagdad par un Irakien. Il raconte la vie quotidienne sur

«*Things...*»: des disputes qui rapportent!

place, sans jamais révéler l'identité de l'auteur ou ses activités. Il a suffi qu'un site mentionne son existence au début de l'attaque américaine, et Raed (http://dear_raed.blogspot.com) a eu presque autant de visiteurs que le site de CNN, tant son franc-parler contrastait avec les autres sources d'information disponibles.

Même quand il n'est pas écrit de Bagdad, le *Blog*, ça marche: des millions d'internautes, dès qu'ils ont un moment libre, foncent sur cette thérapie qui consiste à écrire leurs pensées les plus intimes, avouer leurs actes les plus secrets et leurs défauts les plus honteux sur des sites consultables par de parfaits inconnus, mais aussi par leur boucher, leurs professeurs, voire leurs pires ennemis.

Évidemment, derrière cette apparente impudeur totale, il y a un truc: si on se met à nu, c'est sous le couvert d'un pseudonyme. C'est plus pratique pour parler des anciennes histoires d'amour de sa copine ou pour avouer, à 22 ans, qu'on a «*cette horrible impression d'avoir lu tous les livres que je voulais lire*» (deux exemples pris au hasard sur des *Blogs* francophones, mais il y en a des milliers d'autres, tout aussi passionnants).

Ces tranches de vie, cette mise en scène de la banalité absolue, intéressent-elles quelqu'un d'autre que leur auteur? Généralement, non.

Mais il arrive que certains *Blogs* connaissent un succès foudroyant. Comme, par exemple, cette page intitulée: «*Things my girl friend and I have argued about*» (<http://www.thingsmygirlfriendandihavearguedabout.com>).

Le titre en résume parfaitement le contenu: un jour, Mil a commencé à rédiger la liste complète des sujets des disputes qu'il a eues avec sa petite amie. La liste a commencé à enfler. Les visiteurs sont venus. Ils sont revenus. Sûrement un peu par voyeurisme. Mais aussi et surtout parce que Mil, en vrai Britannique, a fait de ce journal intime un petit bijou d'humour ravageur. Résultat? Aujourd'hui, «*Things...*» est devenu un livre à succès. Et Mil file toujours le parfait amour orageux avec Margaret, sa *girl friend*.

On vous le disait: avec l'internet, il suffit d'avoir une idée pour sortir de l'anonymat. Ce qui en fait un média plus intéressant que la télé: à quand remonte la dernière idée d'un candidat d'un *reality show*? ■

Marc Oschinsky

Tous *people*, dans le meilleur des mondes

© AFP

«Nice people»: dernier avatar de la télé-réalité

«Koh-Lanta» et «L'île de la tentation» reviennent dans leur créneau aventure et exotisme; mais la télé-(ir)réalité a aussi contaminé les genres «normaux»: «C'est mon choix» sur France 3 en est un bel exemple, «Vis ma vie» sur TF1 aussi et pourquoi ne pas aussi citer le controversé «Lieu Public» de la RTBF? Bien que les concepts continuent de fleurir et les émissions célébrant l'individu basique de pulluler, le phénomène s'essouffle. Les audiences s'érodent et les téléspectateurs sont de moins en moins dupes de la scénarisation des émissions et de leurs articulations qui ne laissent rien au hasard. Tandis que le candidat lambda a depuis longtemps perdu la «fraîcheur» voire la naïveté des premières «victimes» du genre.

À bien regarder l'évolution dans le temps des médias et principalement de dame télévision, on s'aperçoit que le moment actuel clôt un premier grand chapitre. Son trait central? La lente et progressive marche du commun des mortels téléspectateurs vers le petit écran et son univers fascinant. Depuis quelques années, il l'a traversé, souvent à ses dépens. Au début, en quantité négligeable, aujourd'hui en masse. Ce mouvement n'a rien de démocratique, il sert le profit des médias mais questionne sur la prochaine étape du processus. Démythifiée, désacralisée, au ras du «common people» devant et derrière l'écran, la lucarne saura-t-elle redevenir magique? On en doute, sauf si un cycle suivant lui inspirait, au nom de ses intérêts, de renier ces millions d'affamés de gloire enfantés par la société du paraître et de la consommation. À moins qu'un autre cap soit franchi, façon «Big Brother» où le monde entier fusionnerait dans un spectacle télévisuel total. Une autre télé reste pourtant à réinventer: celle qui privilégie le sens plus que l'illusion, le respect plutôt que l'exploitation, la créativité plus que l'uniformisation planétaire, l'être plus que le paraître. ■

Fernand Letist

Presque tous les médias en croquent, la télévision les dévore. Le «*people* de race» côtoie désormais le *people* télégéniquement modifié, cheptel s'offrant aux calculs du petit écran et au fantasme dévorant de la gloire plus factice que facile.

À balayer du regard un étalage de librairie ou à zapper frénétiquement sur son petit écran, force est de constater que le règne du *people* est à son apogée. La presse écrite, tous titres confondus, y trouve ce petit truc qui racole le chaland sans trop de frais, ni d'efforts. Sur ce terrain fertile de la culture intensive du *people* ceux qui s'en étaient déjà fait une spécialité n'ont pas eu à se forcer. *Paris-Match* prospère (disponible en Belgique sous le label *La Libre(Belgique)-Match*, ce qui est révélateur). De son côté, la presse spécialisée télé a vu ses courbes de ventes confortées, voire dopées. Du hasard, nullement: le petit écran s'impose aujourd'hui comme la caisse de résonance tout autant que le générateur de la planète *people*. Au départ uniquement composée de gens célèbres, puisants, extraordinaires, populaires et/ou riches, depuis deux décennies celle-ci a progressivement et largement recueilli les «immigrés» de la renommée, les «réfugiés» du quotidien en quête de gloire facile tentant, comme ceux de Sangatte, de franchir un tunnel. Celui qui va de leur continent de banalité vers une autre «île de la tentation», celle de la notoriété facile, éclair. Souvent destructrice.

Après s'être gentiment entraînée à coup de caméras cachées sur les quidams (voir les actuels «Vidéogag» ou «Si c'était vous» sur RTL), la télé a fondamentalement encouragé ce mouvement, trouvant dans cette chair fraîche le matériau idéal et peu coûteux pour des concepts à succès planétaire exploitant la proximité entre *vulgum specimen* et téléspectateurs. Ces derniers s'identifiant facilement aux «rats» de labo télé tout en jalousant leurs avantages matériels ou autres découlant de l'expérience. Ce furent «Big Brother» et ses dérivés tels que «Loft Story» ou l'actuel «Nice people» vaguement européen sur TF1.

La télévision a l'appétit féroce. Les «*people* de race» ne lui suffisaient plus, il a fallu qu'une nouvelle génération spon-tanée éclore et essaime dans tous les genres cathodiques. Déjà dans les années 80-90, les «Psyshow», «Amour en danger» et autre «Perdu de vue» de TF1 se repaissaient de ces proies faciles que constituaient monsieur et madame Tout-le-Monde. C'était le règne du «*soyez vous-mêmes, surtout avec vos défauts, vos problèmes, vos émotions, vos sentiments*», *déballés en primetime. Aujourd'hui, le processus enclenché et la demande existant, l'ogresse télé est passée à la vitesse supérieure. Fini l'artisanat, vive la révolution industrielle du people*». On «caste» (on castre) à tour de bras des milliers de prétendants, comme autant de spermatozoïdes à l'assaut de l'ovule de la gloire, dans la matrice télévisuelle. Préfigurée dans l'esprit par le très modeste «Pour la gloire» de la RTBF, la «Star Academy», mirage artistico-people, entame bientôt sa troisième édition; «PopIdol» a conquis le monde et se retrouve aujourd'hui sur M6 et Club RTL; «Opération Robinson»,

Faut-il craindre le paysage médiatique livré aux lois du marché?

Popularité et médiocrité ne doivent pas rimer nécessairement. Les médias doivent rester au service de la circulation des idées.

La massification des médias est à ce point manifeste, que l'expression «médias de masse» est aujourd'hui jugée pléonastique.

Tenter d'estimer si les médias d'aujourd'hui sont meilleurs ou pires que ceux d'hier ne mène à rien. D'abord parce que ce genre de débat relève de jugements de valeur qui sont, par nature, fragiles et subjectifs. Ensuite parce que l'évolution fracassante des médias s'inscrit dans un faisceau inextricable de mutations sociales, économiques, juridiques, technologiques, entravant tout effort de comparaison pertinente. En revanche, il est parfaitement envisageable d'observer des tendances de fond qui nous éclairent sur les mécanismes qui nourrissent ces évolutions et, par là, nous permettent d'anticiper les développements à venir.

La massification des médias est à ce point manifeste, que l'expression «médias de masse» est aujourd'hui jugée pléonastique. Établis sur une approche éditoriale généraliste convoitant un public large, ces grands médias côtoient désormais des entités fondées sur un modèle antinomique, les «médias de classes» (dont les contenus sont conçus pour un public restreint défini en termes sociodémographiques) et les médias thématiques

(consacrés à des sujets gravitant autour d'un thème défini). Ces deux dernières approches ne s'excluent pas puisqu'un support thématique peut également, en fonction du thème, s'adresser *de facto* à un groupe social ou professionnel déterminé. Cette démassification des médias s'accroît à mesure que les moyens techniques qui sous-tendent la conception et la diffusion des supports se démocratisent.

Jusqu'ici, malgré le foisonnement d'initiatives à ciblage pointu, les grands médias généralistes demeurent dominants. La coexistence des deux types de médias semble indiquer leur complémentarité, sans qu'on puisse exclure, *a priori*, que l'un puisse un jour s'imposer au détriment de l'autre. Paradoxalement, ces deux approches relèvent fondamentalement d'une même dynamique, celle des lois du marché; d'un même projet, celui de la conquête des parts de marché. Cette élémentaire réalité explique et justifie pour l'essentiel les tendances observées par ailleurs.

Conformisme

Parmi celles-ci, le conformisme qui prévaut, particulièrement dans les médias généralistes, s'explique essentiellement par les contraintes de la concurrence. Des concepts consensuels sont développés afin d'attirer une part aussi importante que possible du marché le plus large. Le succès des uns signifie l'échec, au moins relatif, des autres. Ces derniers sont alors encouragés à infléchir leur production afin de suivre les traces des premiers, tout en niant énergiquement cette attitude de suivisme. C'est ainsi qu'un certain nombre de magazines feront leur couverture de personnalités plus ou moins *people* dès lors qu'on a pu observer une augmentation des ventes d'autres titres qui s'y sont essayés. L'actualité locale et les faits divers semblent réussir à tel quotidien, et d'autres, en pleine crise d'identité, seront tentés de s'en inspirer. Une émission de variétés sur telle chaîne engendre les meilleures parts de marché, et une chaîne concurrente voudra s'y aventurer afin de grappiller des parts du gros morceau, plutôt que de proposer une alternative qui devrait se contenter des petits morceaux restants. Le «*music and news*» avec animateur délirant semble plaire aux jeunes auditeurs, et aussitôt d'autres radios tentent de faire la même chose.

Cette course aux parts de marché, qui relève parfois de la course pour la vie de certains médias, engendre donc une dynamique centripète de conformisme qui confine à l'uniformisation en raison d'un second phénomène qui se nourrit du premier: non contents de s'inspirer des tendances porteuses, les médias sont souvent tentés de minimiser les risques en déclinant ou en transposant des contenus proposés «clé sur porte» et ayant déjà fait leurs preuves sur des marchés comparables. En télévision, séries, films, mais surtout jeux, *talk-shows* et variétés cachent sous le strass de la nouveauté des concepts recy-

clés ou carrément reproduits. Bien avant qu'Endemol «invente» (ou plutôt s'approprie opportunément) la télé-réalité, les «Roue de la fortune», «Jeopardy», même «Questions pour un champion», pour ne parler que d'exemples connus de la télévision française, n'ont été que l'importation sans la moindre plus-value créative de concepts développés et éprouvés ailleurs. Que dire de «Qui veut gagner des millions?», réalisé scrupuleusement à l'identique dans plus de cent pays!

Marchés de niches

Massification et thématisation ne constituent pas des tendances aussi antagonistes qu'on pourrait le croire, et ce, pour deux raisons. Premièrement, la même logique de marché qui conduit à produire des médias consensuels pour attirer des publics de masse inspire également le foisonnement de médias ciblés. Il s'agit, dans ce second cas de figure, de calibrer une offre sur un groupe réduit, clairement délimité et aux attentes identifiées. Ces marchés de niches sont très recherchés par les annonceurs. La sélectivité des emplacements publicitaires sera d'autant plus attractive que le profil du public atteint correspond aux caractéristiques du marché cible d'un certain nombre de produits et services. Les cibles à haut pouvoir d'achat seront donc particulièrement convoitées puisqu'elles justifient des investissements promotionnels importants et se révèlent donc plus lucratives tant pour les médias que pour les annonceurs publicitaires. Deuxièmement, l'impression de diversité engendrée par la multiplication de ces médias thématiques n'est qu'apparente. Le recyclage et la redondance y règnent au point de contribuer en fait à l'uniformisation plus qu'à une quelconque diversification.

Une autre tendance de fond évidente, mais souvent mal interprétée, concerne la globalisation. Les entreprises actives dans le domaine des médias n'échappent pas au mouvement de concentration. Ceux-ci tablent notamment sur un gain de rentabilité résultant d'un meilleur contrôle vertical de l'industrie médiatique permettant de gérer en une stratégie unique les différents métiers mobilisés par les médias, depuis les sources jusqu'aux équipements de réception en passant par les produits dérivés et les déclinaisons multimédias. Partages de ressources, échanges de savoir-faire, auto-promotion, toutes les possibilités de capitaliser sur les synergies sont exploitées afin de tirer le meilleur profit de la maîtrise de différentes facettes de l'industrie culturelle. Des émissions de télévision sont déclinées en radio, peuvent compter sur une couverture importante en presse écrite, engendrent même parfois des publications propres (magazines pour certaines émissions de télé-réalité), sans parler d'internet, de jeux vidéo, des disques, des concerts, quand ce ne sont pas des lignes de vêtements, des gadgets ou des jeux de société. Derrière chacune de ces initiatives se cache (mais si peu) un dispositif complémentaire de publicité. La déclinaison multimédias d'un contenu se double d'une offre similaire de couverture publicitaire. Là encore, les annonceurs instrumentalisent ces points d'entrée complémentaires et synergétiques pour infléchir les attitudes et comportements de consommateurs parfois bien complaisants.

... les titres *people* ont de bien beaux jours devant eux.

Ancrage local

L'internationalisation, corollaire de cette globalisation, ne signifie pourtant pas l'ébauche d'un paysage médiatique mondialisé. Ceux qui ont vu dans les succès de jeunesse de CNN ou de MTV les signes précurseurs d'un public transnational sinon planétaire doivent aujourd'hui déchanter. Si certains concepts et contenus semblent convenir à des marchés très divers à travers le monde, il n'en demeure pas moins que les publics demeurent attachés à un ancrage local, à une saveur familière de proximité. Les pionniers du transnational l'ont compris et il n'est pas surprenant de voir CNN comme MTV, mais également des quotidiens et des magazines, décliner leurs produits par continent, puis par pays sinon par région. On applique les mêmes recettes, mais on incorpore un minimum d'ingrédients familiers, on nourrit une texture assurant un certain degré de proximité.

Faut-il craindre ce paysage médiatique livré aux lois du marché? Oui et non. Oui, parce que ces lois fondent un discours autolégitimant des médias qui, au moindre reproche formulé à l'encontre des contenus proposés, brandissent, en l'absence d'autre justification argumentée, l'existence d'un public. Celui-ci, par son seul acte de consommation, est réputé approbateur, au mépris de l'idée pourtant vraisemblable qu'un individu puisse consommer un support médiatique dans une certaine indifférence, voire une réelle réprobation. Critiquer les médias, c'est insulter leurs publics. Non, parce que ces mécanismes bien rodés d'offre et de demande offrent le seul levier véritablement efficace pour infléchir la nature des contenus proposés par les médias. Le public, seul enjeu de la concurrence médiatique, seule finalité des entreprises médiatiques, seul moteur de l'innovation, possède le pouvoir absolu, celui d'être exigeant, d'être sélectif, de se détourner, de revendiquer, de refuser qu'au nom de la recherche du plus petit commun multiple, les médias procèdent au nivellement par le bas, fassent rimer popularité et médiocrité. Il nous revient de récuser l'infamante idée que l'évolution des médias ne serait que le reflet de celle de leurs publics et de la société, de réclamer que les médias soient au service de la circulation des idées, et non de leur nivellement.

François Heinderyckx

François Heinderyckx est chargé de cours à l'ULB et président de la Section Information et communication.

Les intertitres sont de la rédaction.

Une interview de Pierre-Jean Luizard

La reconstruction irakienne sur du sable

«*Les Américains échoueront à démocratiser l'Irak*». Auteur de la très remarquée *Question irakienne*, Pierre-Jean Luizard* se montre particulièrement pessimiste quant aux chances de voir aboutir un processus démocratique en Irak.

La reconstruction politique de l'Irak paraît aujourd'hui confiner au travail de Titan. Elle était pourtant déjà évoquée par les Américains avant le déclenchement des hostilités contre le régime de Saddam Hussein. Alors, pourquoi cette déconvenue?

Pierre-Jean Luizard: Les Américains ont omis deux facteurs. Premièrement, la chute de l'ancien régime est aussi l'effondrement de l'État que les Britanniques avaient fondé en 1920. Non un État moderne et égalitaire, mais basé sur la discrimination: confessionnelle contre les Chiïtes, ethnique à l'égard des Kurdes. Aujourd'hui, il y a un vide d'État. Ce qui explique sans doute pourquoi les fonctionnaires ne sont pas retournés travailler et pourquoi les ministères, à l'exception de celui du pétrole, n'existent plus. Il faut donc reconstruire un système politique. Deuxièmement, les Américains découvrent aujourd'hui à leurs dépens que l'Irak n'est pas l'Afghanistan, qu'il y a dans ce pays des traditions politiques très fortement ancrées. La réunion qui s'est tenue à Londres en décembre dernier sous le patronage du Département d'État et à laquelle participaient presque toutes les tendances irakiennes n'a été qu'un coup de pub. Cet attelage branlant, formé sur le modèle libanais puisque chacun se voyait représenté en fonction de son appartenance communautaire, ethnique ou confessionnelle, n'était pas viable en Irak.

«On va assister à une recomposition assez rapide et importante de la scène irakienne, et on risque d'avoir des surprises».

Après avoir misé sur Jay Garner, un militaire proche du secrétaire à la Défense Ronald Rumsfeld, les Américains ont remis les clés de la reconstruction irakienne entre les mains d'un civil: Paul Bremer. Comment analysez-vous ce changement d'orientation?

Le remplacement de Jay Garner n'est pas l'échec d'un homme. Les Américains ont sous-estimé la tâche et n'ont rien prévu de particulier pour l'après-Saddam. Ils sont dans une situation ingérable: ils doivent remettre en marche un certain nombre de services publics (eau, électricité...) tout en ouvrant un chantier politique sans lequel ce redémarrage est impossible. Cette absence de politique a abouti au fait que les Américains, par défaut, ont remis le pouvoir localement aux seules forces qui peuvent avoir des capacités de gestion sur le terrain. Elles sont communautaires. Les Kurdes dans la partie kurde. Un leadership religieux notamment dans la partie arabe sunnite. Dans la partie chiïte du pays, le mouvement religieux a retrouvé de façon naturelle la place qui était la sienne dans les années septante, malgré trente années de répression.

Les composantes internes de cette reconstruction politique sont nombreuses et souvent en opposition. Comment les Américains peuvent-ils les articuler dans ce que nous, Occidentaux, appelons un processus démocratique?

C'était le grand point d'interrogation. Le mouvement de fond communautaire qui a marqué l'après-guerre est remis en cause par un processus d'unification de toutes les forces irakiennes autour de la nécessité de

constituer un gouvernement. Les États-Unis avaient promis, y compris devant l'ONU, de permettre aux Irakiens de constituer un gouvernement. Or, l'arrivée de Paul Bremer correspond à la mise en avant d'un projet d'administration civile. On va probablement vers une solution intermédiaire entre une situation d'occupation et un gouvernement, un statut en marche vers une souveraineté irakienne. Résultat de cette étape non prévue initialement: toutes les tendances de l'opposition irakienne à Saddam Hussein ont été extrêmement déçues de l'attitude américaine. D'où la constitution d'un front de l'opposition qui appelle à la résistance passive face à l'occupant et exige des États-Unis qu'ils tiennent leur promesse de constitution d'un gouvernement. Même les partis kurdes, autrefois les plus proches des Américains, se sont rangés à l'avis des autres partis de l'opposition irakienne.

Cette administration civile permet-elle à l'ONU de rentrer dans le jeu?

L'ONU aura beaucoup de mal à remettre les pieds en Irak. Les dégâts occasionnés par l'unilatéralisme américain sont irréversibles. Ils pourraient conduire à la marginalisation de l'ONU et, peut-être même, de la communauté internationale. Le dernier dossier où cette dernière a encore une influence est celui du pétrole par le biais des sanctions. C'est probablement autour de celui-ci que le sort des Nations unies se joue, non seulement en Irak mais plus largement sur la scène internationale. Je ne vois pas comment elles pourraient sortir gagnantes d'une situation où elles n'ont le choix qu'entre la marginalisation et l'apport d'une aide à la reconstruction politique... au terme d'une guerre qui s'est faite en dehors du droit international.

Cette formule existe pourtant au Kosovo, où les forces de l'Otan cohabitent avec l'ONU.

Tout à fait. Mais la différence est que dans l'ex-Yougoslavie, les grandes puissances étaient d'accord entre elles.

Quel parallèle peut-on faire entre le retour d'exil de l'ayatollah Hakim en Irak et celui, survenu en 1979 en Iran, de Khomeiny?

C'est très différent. En 1979, Khomeiny est rentré en Iran porté par une vague révolutionnaire qui a balayé non seulement un régime impérial, mais aussi le système

politique mis en place par les Britanniques en 1920. Ensuite, l'ayatollah Hakim n'a en aucun cas la stature religieuse et politique de l'imam Khomeiny. Il aura fort à faire pour se faire reconnaître sur le plan politique parce qu'il est toujours considéré comme un déserteur. On sait de surcroît qu'entre l'ayatollah Hakim et la mouvance qui se réclame de Sadre, la concurrence est acharnée. Hakim a été longtemps considéré à juste titre comme l'otage de la politique iranienne et beaucoup d'Irakiens chiïtes de l'intérieur le lui reprochent.

Il y a également eu autour de son retour toute une mise en scène qui, probablement, a été le fruit d'un accord tacite entre l'Iran et les États-Unis. L'entremise de Hakim permet aux États-Unis de lier une sorte de partenariat avec l'Iran dans la nouvelle administration. En contrepartie, Téhéran a désarmé les moudjahidin du peuple. Mais ce rapprochement connaît beaucoup d'obstacles, le lobby pro-israélien à

pour les sunnites. Mais ces directions qui reviennent d'exil, quelles soient pro-américaines ou pro-iraniennes, vont avoir du mal à s'imposer en Irak. Car à Bagdad, à Bassora ou à Najaf, c'est la rue chiïte qui finalement fait la loi. Tous les jeux sont donc ouverts. Dans la radicalisation très rapide de la société irakienne, la question est de savoir qui va prendre la tête de la revendication indépendantiste dans la communauté chiïte. L'ayatollah Hakim a été très prudent, disant qu'il refusait l'occupation et prônant une résistance pacifique, mais en même temps il participe par l'intermédiaire de son frère à toutes les réunions patronnées par les Américains. En ce qui concerne ses concurrents au sein de la société chiïte, dont la mouvance qui se réclame de Sadre, à nouveau tous les jeux sont ouverts.

Travailler avec l'Iran signifie-t-il pour les Américains une correction de l'«Axe du Mal»?

On sait que les Américains sont spécialistes dans l'art de transformer

dépendant des contraintes étrangères. À un moment donné, l'inadéquation des intérêts américains et de la logique démocratique en Irak sera apparente. Je crois qu'ils échoueront à démocratiser l'Irak car des intérêts politiques bien compris font qu'ils ne sont pas prêts de rendre le pouvoir à des forces indépendantistes et souverainistes.

Terminons par ce qui aurait dû être peut-être la question initiale. Parler de processus démocratique au sens occidental dans un pays comme l'Irak, n'est-ce pas déjà courir à l'échec?

Cette question large s'adresse à tous les pays qui font passer avant toute chose leur désir de souveraineté et l'affirmation de leur identité, après une longue période coloniale et post-coloniale. Or la situation est encore largement marquée

«Les Américains découvrent aujourd'hui à leurs dépens que l'Irak n'est pas l'Afghanistan, qu'il y a dans ce pays des traditions politiques très fortement ancrées».

L'«Axe du Bien» en prend pour son grade avec David Rees et sa BD en forme de clip-art. (Extrait de *Putain, c'est la guerre!*, éd. Denoël, 2003, 10 □).

Washington excluant toute participation de l'Iran à l'après-Saddam. Or, c'est le seul État limitrophe qui puisse permettre aux États-Unis une stabilisation relative de la situation en Irak.

Est-ce également la meilleure manière d'associer demain le chiïsme à la conduite d'un Irak démocratique?

On va assister à une recomposition assez rapide et importante de la scène irakienne, et on risque d'avoir des surprises. Il y a l'affirmation du mouvement religieux qui n'est pas nouvelle pour les chiïtes, mais bien

d'anciens ennemis diabolisés en partenaires. Ou vice versa. Aux États-Unis, les intérêts font office de politique, dit-on souvent. Mais il y a beaucoup d'obstacles à surmonter avant de reconnaître l'intérêt pour eux de s'engager dans un partenariat avec les chiïtes. L'hypothèque israélienne interdit cela. D'un autre côté, la fragmentation du pouvoir en Iran y rend difficile une normalisation avec les États-Unis. Pour les Américains enfin, il était plus tentant de se reposer sur un système politique qui a fait naufrage, où le pouvoir était réservé à une minorité, ce qui le rendait plus

par les enjeux post-coloniaux. Pour la population irakienne, c'est l'indépendance du pays qui prime avant tout. Il faut savoir aussi que les Irakiens comme les Iraniens ont une conception de la liberté et des libertés qui passe par l'islam bien davantage que par une conception occidentale de la démocratie. Dont ils ont vu à maintes reprises qu'elle est souvent utilisée dans des stratégies de domination et de soutien à des régimes qui n'ont ou n'avaient que l'apparence de démocraties. ■

Propos recueillis par Pascal Martin

* Pierre-Jean Luizard est chercheur au CNRS - Groupe de sociologie des religions et de la laïcité. Il est également l'auteur de *La question irakienne*, éd. Fayard, 2002.

USA: le projet *Patriot II*Mise en place
d'un État d'exception?

Les législations antiterroristes adoptées depuis le 11 septembre aux États-Unis, ainsi que les projets en cours, interpellent car ils correspondent davantage à la mise en place d'un État d'exception qu'au renforcement d'un État de droit.

L'American civil Liberties Union (ACLU), a révélé¹ que le Département de la Justice a élaboré un nouveau projet de loi antiterroriste, le *Domestic Security Enhancement Act of 2003*², connu sous le nom de *Patriot II*.

Ce texte accentue les dérives du «USA Patriot Act» (Patriot: acronyme de *Provide Appropriate Tools Required to Intercept and obstruct Terrorism*) entré en vigueur le

26 octobre 2001. Construit dans la continuité de la première loi, il complète les mesures dérogatoires au droit commun prises à l'égard des non-citoyens et renforce les pouvoirs de l'exécutif au détriment du pouvoir judiciaire. Surtout, il généralise le système de suspension du droit, appliqué aux étrangers, à l'ensemble

des Américains accusés de terrorisme. Ainsi, la procédure dérogatoire à la loi devient la norme.

Le projet veut interdire la divulgation des informations sur les détenus étrangers incarcérés dans le cadre d'investigations terroristes. Il s'agit d'élargir les dérogations prévues au *Freedom Information Act*, afin que l'information relative aux individus détenus soit interdite jusqu'à l'ouverture des actes d'accusation.

Il faut cependant signaler que le *USA Patriot Act* autorise l'incarcération

d'étrangers de manière illimitée, sans obligation de les passer en jugement et donc d'ouvrir un acte officiel d'accusation. Dans ce dernier cas, l'interdiction de la divulgation de leur incarcération serait aussi indéterminée. Il en est de même des personnes étrangères enfermées comme simples témoins. Le secret concernant leur emprisonnement dépendra du bon vouloir des autorités exécutives.

Le texte permettrait aussi de procéder à des expulsions sommaires de non-citoyens, résidant de manière permanente aux États-Unis, sans que ceux-ci aient commis de crime ou aient eu l'intention d'en commettre, si le ministre de la Justice les désigne comme une menace pour la sécurité nationale.

Le projet s'inscrit également dans la tendance à la criminalisation des mouvements sociaux. Il envisage une extension du champ d'application de la peine de mort. Elle serait appliquée à des délits commis lors de mouvements de protestations, lorsque ceux-ci «entraînent des actes violents ou des actes dangereux pour la vie humaine». Des protestataires pourraient être soumis à la peine de mort si, en ayant violé la loi durant une manifestation, celle-ci a entraîné le décès d'une personne.

Les droits de la défense seront réduits par la possibilité étendue du procureur de recourir à des preuves tenues secrètes. Ce dernier devrait toujours démontrer devant le tribunal la nécessité de recourir à celles-

ci, mais, à travers le nouvel amendement, cette procédure se déroulerait à huis clos, sans information de la défense.

Une suspension du droit

Le projet donne de nouveaux moyens à la police pour exercer une surveillance accrue sur les activités politiques et religieuses des citoyens. Les agents fédéraux engagés, sans mandat judiciaire, dans des actions de surveillance «sous couverture», verraient leurs actes légalisés, s'ils sont dépêchés officiellement par une branche du pouvoir exécutif³.

De manière générale, il sera plus facile pour le gouvernement de mettre en place une surveillance exploratoire sur les Américains et de procéder légalement, sans contrôle judiciaire, à des captations de leurs messages téléphoniques et informatiques. Il suffit d'appliquer aux nationaux les dispositions prévues pour lutter contre un pouvoir étranger. Il s'agira ainsi d'inclure ces actions dans un vague projet de surveillance et d'acquisition de renseignements sur des «agents d'une puissance étrangère».

Les dispositions du *Foreign Intelligence Surveillance Act* de 1978 seront profondément changées. Alors que la surveillance des nationaux était exercée sous le couvert de la loi, celle concernant les non-citoyens dépendait de dispositions réglementaires établies par l'exécutif. Si le projet *Patriot II* est adopté, cette distinction aura vécu.

Pour ce faire, le *Domestic Security Enhancement Act* modifie la définition «d'agent d'un pouvoir étranger». Ce qui aurait pour effet que «toute personne engagée dans des activités clandestines de collecte d'informations pour un pouvoir étranger pourrait être qualifiée d'agent d'un pouvoir étranger, sans que ces activités soient des crimes fédéraux». Les amendements étendent également la notion «de puissance étrangère», ainsi que toutes les facilités de surveillance accordées à l'exécutif, à «toute personne qui s'engage dans le terrorisme international, sans qu'elle fasse partie d'un groupe terroriste international». Nous touchons ici à l'originalité du nouveau projet par rapport à la loi antiterroriste existante: pouvoir traiter des citoyens américains selon les procédures dérogatoires, jusqu'ici réservées aux étrangers. L'élément ultime de ce processus étant le retrait de la citoyenneté américaine.

Le projet prévoit d'enlever la nationalité à un ressortissant américain qui fournirait une aide à une organisation désignée comme terroriste par le ministre de la Justice. Cette disposition marque une rupture avec les mesures antérieures, telles que celles contenues dans le *USA Patriot Act*, qui distinguait nettement les procédures réservées aux étrangers de celles applicables aux nationaux. Avec *Patriot II*, la suspension du droit ne concerne plus uniquement les non-citoyens mais touche également l'ensemble des Américains.

Formellement, le projet distingue encore les nationaux des étrangers. Cependant, dans les faits, la protection légale réservée aux citoyens américains peut leur être enlevée sur simple décision administrative. Pour les promoteurs du projet, ce serait la personne soupçonnée qui manifesterait son intention d'abandonner sa nationalité par son soutien à un groupe désigné comme terroriste. On estime ainsi «que son intention peut être présumée à partir de sa conduite», même si cette personne n'a jamais exercé cette demande, ni fait part de cette intention. Le simple engagement dans une activité, même légale, d'une organisation, qui est pointée comme terroriste par une simple note de l'*Attorney general*, pourrait être considéré comme un acte présomptif d'abandon de la nationalité.

La possibilité de retirer la nationalité à des ressortissants américains a pour effet que ceux-ci ne seront plus traités selon la loi, aussi restrictive soit-elle du point de vue des libertés individuelles, mais selon l'arbitraire de l'administration. Étant donné qu'ils deviennent des non-citoyens, les Américains tombent sous les dispositions prévues pour les étrangers suspects de terrorisme par le *USA Patriot Act* de 2001. On peut ainsi, sans inculpation judiciaire, les incarcérer pour une durée indéterminée.

Le régime de suspension du droit est potentiellement applicable à l'ensemble des populations des États-Unis et... du monde entier, puisque, dans le cadre de la lutte antiterroriste, cet État s'est donné un droit d'ingérence et de capture hors du territoire national, d'étrangers suspects d'activités terroristes.

La suspension des mécanismes légaux de protection de la vie privée s'étend à tous les nationaux. Le texte offre la possibilité de placer, sans ordre judiciaire, tout Américain sous écoute et de capter ses communica-

tions téléphoniques et électroniques pendant une période de quinze jours. Cette disposition serait applicable par une décision unilatérale d'une branche du pouvoir exécutif, qui estimerait «qu'une attaque a créé une situation d'urgence».

La situation d'urgence n'est pas définie, ce dispositif peut se mettre en place en l'absence de toute déclaration de guerre. Le pouvoir judiciaire est seulement informé après cette période de deux semaines. Il faudrait alors son accord pour poursuivre légalement la surveillance.

Des zones de non-droit

Le *USA Patriot Act*, autorise le ministre de la Justice à faire procéder à l'arrestation et à maintenir en détention tout étranger suspecté de mettre en danger la sécurité nationale. Ces mesures furent étendues par le *Military order* du 13 novembre dernier qui permet de soumettre les non-citoyens américains, suspects d'activités terroristes, à des juridictions spéciales et de les maintenir en détention illimitée⁴.

Ces deux mesures créent des zones de non-droit. Elles suspendent ou suppriment le statut juridique de ces personnes qui sont totalement entre les mains du pouvoir exécutif et échappent à tout contrôle judiciaire. De même, les prisonniers capturés en Afghanistan et parqués à Guantanamo ne peuvent disposer du statut de prisonnier de guerre, tel qu'il est défini par la Convention de Genève.

Le *USA Patriot Act* est encore basé sur l'existence d'un double système juridique. D'une part, la loi assure une protection, même si elle est de plus en plus restreinte, des nationaux et, d'autre part, suspend le droit pour les étrangers. Il coexiste ainsi un État de droit réduit pour les citoyens américains et un mode d'organisation de la violence pure pour les non-citoyens. C'est ce double ordre juridique qui tend à disparaître avec le nouveau projet de loi puisque celui-ci permet au pouvoir exécutif de retirer leur nationalité aux citoyens américains et de les transférer du système

Guantanamo est devenu un «site touristique» avec ses prisonniers sans statut.

de protection légale à un ordre vide de droit.

Comme l'exprime Giorgio Agamben⁵, la lutte antiterroriste marque une rupture dans le mode occidental d'organisation du politique, fondé traditionnellement sur un double système qui prend la forme de l'État de droit à l'intérieur de la société et utilise la «violence pure» à l'extérieur. La possibilité offerte à l'exécutif de retirer sa nationalité à tout Américain et de lui appliquer les règles devant régler le sort des étrangers dans le cadre de la lutte antiterroriste constituerait le nouveau droit commun et la fin de l'existence d'une double structure politique.

Patriot II, s'il est adopté, représente la mise en place juridique de l'État d'exception, l'inscription du non-droit dans le droit. Cette évolution suppose une mutation fondamentale de l'ensemble du système pénal, une primauté de la procédure d'exception sur la loi. La dérogation à la norme tend à devenir la règle.

La notion d'État d'exception, telle qu'elle était théorisée par Carl Schmitt⁶ comme réintégration de l'exercice de la violence pure dans la loi, prend ici toute sa dimension comme forme politique de la gouvernance mondiale. Dans le contexte de la lutte antiterroriste, cette forme de gouvernement n'a pas un caractère provisoire. Elle s'inscrit dans la durée, celle d'une guerre de longue haleine contre un ennemi constamment redéfini.

Jean-Claude Paye

¹ ACLU, 12 février 2003, <http://www.aclu.org/SafeandFree/SafeandFree.cfm>

² *Domestic Security Enhancement Act of 2003*, http://www.publicintegrity.org/dtaweb/donwboade/story_01_020703.doc_1.pdf

³ *ACLU says new Ashcroft erodes checks and balances on presidential power; Patriot II would needlessly infringe on basic constitutional liberties*, *Statewatch News online*, 12 février 2003, <http://www.Statewatch.org/news/2003/feb/12aclu.htm>.

⁴ Philip S. Golub, «Retour à une présidence impériale aux États-Unis», *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2000.

⁵ Giorgio Agamben, «L'État d'exception», *Le Monde* du 12 décembre 2002.

⁶ Carl Schmitt, *La dictature*, Seuil 2000.

Jean-Claude Paye est sociologue.

Habitat wallon: une mutation sociologique

Le territoire belge se pétrifie!, titrait récemment un communiqué¹ de l'Institut national des Statistiques (INS). Des preuves? Entre 2001 et 2002, la surface bâtie de notre pays a encore augmenté de 44 km². Et tant pis pour les 40 km² de terres agricoles et les 4 km² de landes, fagnes, marais, plages et dunes lotis, bien ou mal. Au total, 5739 km² (18,8%) du territoire belge sont bâtis à ce jour. En 1834, on n'atteignait pas le cinquième de cette superficie. Et rien que ces vingt dernières années, la surface bâtie a augmenté de 30%. De 46% même, lorsqu'on ne prend en compte que les zones d'habitat.

Sur le plan régional, plus des trois quarts de Bruxelles-Capitale sont bâtis. Et si la Wallonie, avec ses 13,4% de territoire occupé par des espaces bâtis, semble loin de l'asphyxie, celle-ci avance pourtant inéluctablement: en vingt ans, l'urbanisation résidentielle a augmenté de quelque 25 000 hectares, faisant de la résidence (habitat) le principal mode d'urbanisation en Wallonie, bien avant le bureau, le commerce ou l'industrie. C'est dire si, dans moins de quinze ans, la structure et les besoins essentiels des ménages wallons auront passablement changé. La pression immobilière et les disponibilités foncières également. Mais comment? Et comment prévenir les écueils –économiques, sociaux, environnementaux– nécessairement liés à cette course à la consommation foncière?

Planifier aujourd'hui l'habitat de demain

Pour prévenir et anticiper sans improviser cette mutation annoncée de l'espace wallon, la Conférence permanente du Développement territorial² a vu le jour il y a juste cinq ans. Sa mission: «Englober et coordonner l'ensemble des politiques qui ont un impact direct sur l'espace de vie». L'aménagement du territoire et l'environnement, bien sûr. Mais aussi l'économie, le logement, le patri-

moine ou l'agriculture. Objectif poursuivi: penser l'habitat wallon de demain et intégrer, dans des décisions politiques qui engagent le développement territorial régional, des priorités aussi opposées que la protection de l'espace rural, la périurbanisation (extension de l'habitat urbain en périphérie), la mobilité et l'essor commercial ou touristique.

«L'aménagement du territoire n'est pas que du foncier ou du sol. C'est un espace de vie avec des dimensions matérielles», note Daniel Bodson, professeur de sciences politiques et sociales à l'UCL³. «Ainsi, l'espace rural: quand on commence à en parler reviennent toutes les vieilles représentations. En Wallonie, l'agriculture, c'est encore 44% du territoire. Et la forêt 30%. Cela semble être un véritable enjeu. Mais il se lézarde: on compte encore 19 000 exploitants agricoles et on en perd 900 par an. À ce rythme, combien en restera-t-il dans vingt ans?», interroge l'expert, qui postule qu'une fois qu'on pourra –ou devra– percevoir le territoire rural autrement que comme un espace vide ou une réserve d'indiens, on pourra définir un projet adéquat par rapport au développement urbain, en dépassant la vieille dichotomie «ville-campagne».

À famille éclatée... logement éclaté

À la base des réflexions prospectives de la CPDT: les projections démographiques, qui constituent l'élément de base le plus fiable et le plus déterminant. Au-delà des flux migratoires –toujours favorables aux périphéries urbaines–, on estime que d'ici à 2015, la population wallonne ralentira sa croissance et, durée de vie prolongée aidant, vieillira globalement et massivement. Conséquence directe, postulée par les chercheurs de la CPDT: «Il faut repenser l'accès aux services de proximité et adapter les logements aux besoins d'une population âgée de plus en plus nombreuse. Une adaptation lourde et onéreuse qui ne peut se réaliser sur le court terme».

En outre, cette première perspective majeure doit être complétée en en pointant une seconde tout aussi contraignante: la structure des ménages et des familles, cœur du logement, est en phase de mutation structurelle profonde. La transformation de ce noyau ne peut que modifier directement l'espace bâti dans lequel nous passons la majeure partie de notre vie.

Ainsi, notent les chercheurs, «sous les coups conjoints du vieillissement et des divorces, le modèle traditionnel du couple avec enfant(s) s'estompe au profit des ménages de petite taille (isolés, couples sans enfant, familles monoparentales, retraités)». Selon les projections à l'horizon 2015 établies par les responsables universitaires, la croissance la plus forte concernera les ménages d'isolés (+18,8%) et les familles monoparentales avec un enfant (+14,2%). Conséquence directe: à nombre constant d'habitants, la taille (à la baisse) et le nombre de logements (à la hausse) devront être revus. À tel point que le parc immobilier actuel serait déficitaire de plus de 100 000 logements, rien qu'en Région wallonne. Face à une évolution aussi prévisible, rapide et généralisée, les responsables de la Conférence permanente du Développement territorial wallon insistent pour que l'on repense sans tarder «la conception des logements, adaptés sans enfermer les résidents dans des cellules figées et minuscules qui ne pourraient satisfaire le développement d'une nécessaire sociabilité».

Si, fort heureusement, le fait d'habiter dans une maison plus petite est de moins en moins ressenti comme un échec social, il n'en reste pas moins que cette évolution rapide de la façon dont nous devons réaménager notre habitat sera un enjeu de société crucial. Directement liée à cette évolution, la mutation de fond rapide des rapports humains (promiscuité, réduction de l'espace vital et de la mobilité, réactions «nimby»⁴ indirectes) risque de faire d'autant plus mal que nous retardons l'échéance de sa prise en compte. Reste à persuader les décideurs politiques d'oser prévoir. Au risque de déplaire ou de brouiller les cartes postales traditionnelles des plus beaux villages wallons...

Philippe Coulée

Épargner le territoire

Danielle Sarlet est, depuis près de vingt ans, aux commandes de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine wallon (Dgatlp), qu'elle a vu naître et fait grandir. Coquille vide en 1983, cette administration, aujourd'hui forte de pas moins de 850 fonctionnaires, empêche de construire tout et n'importe quoi et vise à planifier l'avenir du territoire wallon. Une mission aussi indispensable qu'ingrate.

En vingt ans de travail, quelle est votre réussite la plus tangible?

La politique de développement territorial –notion inexistante en pratique il y a vingt ans– est aujourd'hui quasi unanimement reconnue par les responsables politiques. Il aura fallu le temps mais, en matière d'affectation du sol et d'urbanisme, la démarche prospective est à présent intégrée dans la réflexion globale de la plupart des décideurs. Et depuis quelques années, cette tendance est renforcée par les décisions contraignantes de l'Union Européenne. Ce n'était guère le cas en 1983, lorsque la Direction générale a vu le jour. On peut d'ailleurs regretter, pour certains dossiers comme celui des tracés des grandes infrastructures (SNCB, aéroports, ...) que cette manière de décider avec un minimum de recul ait mis tant de temps à entrer dans les mœurs.

Quels seront les enjeux majeurs pour demain?

Je crois que nous vivons, qu'on le veuille ou non, la fin de l'État fédéral. Dans dix ans, on entérinera sans doute dans les faits l'éclatement du pays. Autant s'y préparer sans se voiler la face. Et l'atout majeur de la Wallonie est –sera– la qualité de son espace bâti et à bâtir. S'il y a une réalité qui mérite une attention toute particulière, malgré les nombreuses dégradations anciennes ou récentes, c'est cet atout évident, reconnu unanimement à l'extérieur. Mais nous avons, malheureusement, une vision déformée de notre propre environnement: il est encore trop souvent sous-évalué par les acteurs

locaux et les décideurs wallons. Un autre leurre trop répandu peut mettre à mal ce patrimoine unique: il consiste à croire que notre réserve d'espace à bâtir est inépuisable, que l'on peut «consommer» impunément le sol.

Autre dossier concret qui nous occupera d'ici peu et risque de déchaîner des vents contraires dans l'opinion publique, c'est celui des parcs d'éoliennes. C'est un dossier particulièrement intéressant pour la Dgatlp car, s'il hérisse les susceptibilités locales, il conjugue les aspects paysagers, environnementaux, urbanistiques, économiques.

Sur le plan urbanistique, quoi de neuf, selon les premiers constats de cet Observatoire?

La tendance actuelle est de revenir à une conception urbanistique plus dense, qui épargne le territoire. C'est une tendance tant économique qu'environnementale ou politique. Une utopie, peut-être, mais l'utopie fait bouger le monde. Et un constat évident sous-tend cette conception: en matière de coûts collectifs, nous vivons actuellement au-dessus de nos moyens. Le modèle fordiste, importé des États-Unis au début du siècle et qui a fondé depuis l'éclatement de l'habitat et de la maison «quatre façades», coûte très cher à tout le monde.

La prise de conscience est réelle au niveau économique et politique. Encore faut-il qu'elle le devienne pour le citoyen, car les promoteurs, eux, poussent à la dépense, dans le sens inverse. J'éprouve d'ailleurs une certaine lassitude à devoir défendre –parfois contre l'air ambiant– des positions que nous savons pertinemment fondées à moyen et long termes. Heureusement, la politique européenne actuelle conforte nos positions. Faire du «développement territorial», c'est prévoir et se mettre à la place des autres acteurs –parfois contre leur gré et contre leurs intérêts spécifiques du moment– dans l'intérêt de la collectivité. Cela paraît prétentieux de le formuler ainsi, mais c'est la réalité quotidienne...

Ph. C.

¹ Info Flash n°36 du 1^{er} avril 2003; <http://statbel.fgov.be/press/>.

² La CPDT réunit les compétences d'une cinquantaine de chercheurs issus des trois grandes universités francophones (ULB, UCL et ULg) en matière de développement territorial. Elle a pour mission –reçue du Gouvernement wallon– de développer des recherches qui correspondent aux enjeux présents et futurs de la Région wallonne. Recherches à moyen terme (3 ans) et portant sur des thèmes transversaux. Contacts: <http://cpdt.wallonie.be>.

³ «Les Jardins de Wallonie, Une vision du territoire wallon dans l'espace européen», Abbaye de Floreffe, sept 2002.

⁴ Not in my backyard: pas près de chez moi.

L'entretien de Jean Sloover avec André Comte-Sponville

Du bon usage du monde

Nous ne nous définissons plus par des racines, mais par des valeurs. Bienvenue dans la civilisation mondiale!

Notre société ne va pas trop bien. Elle va même plutôt mal. «Comment pourrait-il en aller autrement quand il y a de plus en plus de pauvres là où, désormais, tout s’achète? Quand la mort de Dieu signifie parfois que tout est à nouveau permis? Quand nous nous acharnons à inventer de nouvelles valeurs alors que nous sommes

discours, en apparence désuet –voire réactionnaire comme dirait Daniel Lindenberg¹–, est pourtant tenu aujourd’hui par des intellectuels qui se veulent lucides. Par des hommes de gauche qui, comme André Comte-Sponville, furent, de surcroît, des acteurs de ce que Luc Ferry et Alain Renaut ont appelé «la pensée 68». En cela, ils se démarquent en tous cas assurément de ceux qui ont tendance à n’attribuer les dérives actuelles qu’à une seule cause: la mondialisation.

André Comte-Sponville, la mondialisation est un terme fort vague. Cela a-t-il un sens de disserter à son propos?

Oui. La notion de mondialisation désigne le processus par lequel tous les phénomènes deviennent mondiaux. Lorsque l’on use de ce mot, on songe à l’économie marchande. Pourtant, la mondialisation concerne d’abord les sciences et les techniques, lesquelles deviennent universelles. Jadis, chaque civilisation avait sa cosmologie. Aujourd’hui, il n’y en a plus qu’une: les lois physiques de l’univers. Et cela, bien sûr, rapproche. D’autant qu’il y a d’autres mondialisations à l’œuvre. Celle des médias, notamment. Tous ces phénomènes sont en interaction. Et, depuis peu, font système à l’échelle de la planète. Bref, la mondialisation est de fait un concept pauvre. Mais il a le mérite de désigner une tendance lourde qui ne doit pas être diabolisée.

Cette notion se présente avec un air d’inéluctabilité qui désarme l’imagination et empêche, disent certains, de penser et d’agir en faveur d’un système alternatif plus juste. Partagez-vous cette opinion?

On glisse là d’un constat à une idéologie inspirée par certains groupes d’intérêt. Ce que critique le mouvement altermondialiste auquel vous faites allusion, ce ne sont pas les

phénomènes que je viens d’évoquer, mais l’ultralibéralisme qui leur impose aujourd’hui sa marque. Et il y a de bonnes raisons de s’opposer à cette entreprise qui cherche à tirer profit de l’actuel déphasage entre le caractère mondial du marché et la capacité de régulation politique qui relève toujours largement de pouvoirs nationaux ou régionaux. L’autre mondialisation, la régulation par le droit de la mondialisation néolibérale, souhaitée par ceux de Porto Alegre est, à cet égard, une revendication légitime. Ce qui ne l’est pas serait de vouloir restaurer un monde cloisonné.

La nostalgie des voyages de découvertes

Vous aspirez donc à plus de mondialisation?

Absolument. Je ne suis pas un inconditionnel du libéralisme économique. C’est pourquoi il importe que la régulation politique se mondialise à son tour. La mondialisation économique est pour moi une opportunité d’arracher les pays pauvres au sous-développement. Mais pour que l’ouverture de nos marchés leur permette de bénéficier de leurs avantages comparatifs sans générer de la régression sociale dans les pays développés, il faut une «main visible» qui veille à l’intérêt général. En outre, si le libéralisme économique ainsi tempéré peut servir l’Humanité lorsqu’il s’applique aux marchandises, vouloir étendre le modèle marchand à l’ensemble de la société alors que celle-ci n’est pas faite que de marchandises est une erreur. La justice, la santé, la nature, les valeurs ne s’échangent pas. La politique doit donc d’urgence s’occuper aussi de tout ce qui n’est pas à vendre.

Alors, la mondialisation? Chance ou danger?

Les deux! Le premier danger, c’est celui de la guerre économique. L’autre danger, c’est celui de l’uniformité. Aujourd’hui, les antipodes sont à quelques heures d’avion. Les jeunes cadres européens, américains et japonais sont bien moins différents

entre eux que ne l’étaient leurs grands-parents. Ils écoutent la même musique, ils regardent les mêmes films et ils se parlent sur Internet. Il y a là un risque de voir s’évanouir de la diversité culturelle. Mais en même temps, comme ils se connaissent mieux, ces jeunes cadres ont moins tendance à se haïr, à se mépriser et le risque de guerre entre eux se réduit d’autant. Faut-il s’en plaindre?

L'idée d'une culture cosmopolite en gestation est plutôt sympathique. Ne revient-elle pas, néanmoins, à confondre l'expérience de quelques milliers de privilégiés avec celle de milliards d'individus dépossédés d'eux-mêmes par la colonisation mentale qu'imposent, à tous les peuples de la Terre, les industries culturelles occidentales qui arrosent la planète d'une seule vision du monde: la nôtre? Comme le demande le spécialiste des médias, Dominique Wolton²: les hommes se connaissent-ils réellement mieux?

Ce que vous évoquez est une dimension du problème que pose la mondialisation. Mais la mondialisation culturelle a existé avant nous. De tous temps, quand ils sont entrés en contact avec d’autres, les hommes ont bricolé, mélangé leurs identités et donné ainsi naissance à de nouvelles richesses culturelles. On peut, comme Claude Levi-Strauss, avoir la nostalgie des voyages de découvertes qui côtoyaient d’absolues altérités. Mais «l’usage du monde» génère forcément du métissage et donc du rapprochement. C’est le prix et le bénéfice de la rencontre.

L'explosion des communications n'augmente-t-elle pas néanmoins la perception des différences? Quand elle ne les rend pas plus insupportables? Ne peut-on lire, par exemple, le 11 septembre comme une conséquence de l'hégémonie culturelle occidentale?

Moins de diversité, plus d’uniformité culturelles font que les pays et les civilisations sont de moins en moins différents. Par contre, les individus le sont de plus en plus. Ce sont les personnes, désormais, qui sont en charge de la diversité. Certaines d’entre elles se sentent menacées dans leur identité; elles ont le sentiment que leur culture ne peut résister à l’impact de la modernité. Le repli identitaire comme l’intégrisme mu-

sulman est la réaction typique de ceux qui appartiennent à des cultures faibles ou fragilisées. Les cultures fortes –la culture japonaise, chinoise, européenne ou américaine– sont plus ouvertes et davantage capables d’évaluer.

Silvio Berlusconi a affirmé naguère que toutes les civilisations ne se valent pas. Partagez-vous ce point de vue?

Je vais vous surprendre: ma réponse est oui! Je crois à cet égard que l’on confond volontiers deux affirmations différentes: la première, que je crois vraie, c’est que tous les hommes sont égaux en droit et en dignité; la deuxième, que je crois fausse, c’est que toutes les civilisations sont égales en fait et en valeur. Mon idée est qu’il est impossible de passer de la première à la seconde de ces propositions.

Fanatisme et nihilisme, même combat!

La première est vraie et la deuxième est fausse, dites-vous. Pourquoi?

Vous me permettrez de ne pas m’étendre sur la vérité de la première. En ce qui concerne la seconde, je dirai d’abord, que dans le passé, il a toujours existé des différences de fait et de valeur entre les civilisations. Tout le monde sait bien que, en leur temps, la civilisation égyptienne était très en avance par rapport à la civilisation gauloise et la civilisation grecque par rapport à la civilisation germanique. Au nom de quoi ce qui a toujours été vrai dans le passé ne le serait plus aujourd’hui?

Vous parliez aussi d'une raison logique?

Du point de vue scientifique, les civilisations ne valent rien parce que les sciences n’énoncent aucun jugement de valeur. De plus, si toutes les cultures se valaient, on ne pourrait plus dire qu’une culture qui respecte les droits de l’Homme est supérieure à une culture qui ne les respecte pas. C’est ici que les deux propositions que j’évoquais, la vraie et la fausse, sont incompatibles: si la première est vraie, si tous les hommes sont égaux en droit et en dignité, alors une civilisation qui respecte cette égalité de droit et de dignité entre tous les êtres humains est supérieure à une civili-

sation qui ne la respecte pas...

Berlusconi n'avait donc pas tout à fait raison?

Non, bien sûr. Son erreur a été d’opposer des entités à ce point globales que son affirmation n’avait plus de sens. Il parlait de la supériorité de la civilisation judéo-chrétienne sur la civilisation arabo-musulmane. C’est quoi la civilisation judéo-chrétienne? Les guerres de religion, la Saint-Barthélemy, l’Inquisition? Ou Vatican II? Et la civilisation arabo-musulmane? C’est le royaume de Grenade? Ou l’islam du mollah Omar? Autrement dit, la frontière qui sépare le respect des droits de l’Homme de leur violation, l’égalité des hommes et des femmes de leur inégalité, la laïcité de l’intégrisme, la démocratie de la dictature... traverse toujours plus chaque ensemble géopolitique. En cela nous sommes déjà dans la civilisation mondiale: nous ne nous définissons plus par des racines, mais par des valeurs.

Ce qui donne tort à Berlusconi, c'est donc qu'il existe des démocrates musulmans et des fascistes judéo-chrétiens?

Exactement. Et je suis plus proche des premiers que des seconds...

Le principal danger, dites-vous pourtant, ce n'est pas le fanatisme. Ce serait de n'avoir plus rien d'autre à lui opposer que le nihilisme?

Au fanatisme, il faut opposer des raisons de vivre. Le nihiliste, lui, ne croit en rien. Et ne croire en rien c’est n’être même pas à la hauteur des kamikazes du 11 septembre qui, eux, ont fait le sacrifice de leur vie pour une cause qu’ils estimaient juste. Ne croire en rien, c’est aussi penser que tout est permis, que l’on peut jouir sans entrave. C’est donc aussi à la limite accepter la violence. Sexuelle notamment. Il est peu probable que je sois fauché par un Boeing piraté. Mais il est nettement moins improbable que ma fille soit victime d’un viol collectif. Cette dégradation du corps social que signent la drogue, le désarroi, le suicide, les incivilités, les rodéos urbains: oui, tout cela me paraît plus grave et dangereux que les fous de Dieu d’Al Qaida... ■

La mondialisation est un concept pauvre. Mais il a le mérite de désigner une tendance lourde qui ne doit pas être diabolisée.

A. Comte-Sponville

«La mondialisation économique est une opportunité d’arracher les pays pauvres au sous-développement». (Syms, Article 15 ou la débrouille du tiers-monde. Voir le commentaire p.30 «Kinshasa se raconte à Bruxelles»).

¹ Le rappel à l'ordre: Enquête sur les nouveaux réactionnaires, éditions du Seuil et La république des idées, 2002, 94 pages.
² L'autre mondialisation, éditions Flammarion, 211 pages.

Baudouin sans auréole*: bonnes feuilles

Le poids de la religion

L’ouvrage de Nadia Geerts, qui vient de paraître aux Éditions Labor/Espace de Libertés dans la collection *Liberté j’écris ton nom*, met en lumière diverses entorses faites par Baudouin à la Constitution et à la laïcité de l’État. Il se veut aussi un plaidoyer pour la République. L’extrait qui suit est tiré du chapitre consacré au poids de la religion.

(...) Le catholicisme le plus militant est à l’œuvre dans la plupart des prises de position de Baudouin. Qu’il s’agisse de fermer les yeux sur des régimes dictatoriaux qui eurent le bon goût –en plus de préserver les intérêts économiques de la Belgique– de se draper des habits d’un catholicisme vaticanesque, de refuser de signer une loi démocratiquement votée ou de défier les règles urbanistiques en vigueur pour faire ériger un couvent, c’est toujours en fin de compte de cela qu’il s’agit: d’une foi dévorante, lourdement teintée de conservatisme (...).

Dès le début de leur vie commune, Baudouin et Fabiola marqueront ainsi la présence du spirituel –et de l’incarnation temporelle de celui-ci– sur le monde profane. Ainsi, c’est au pape Jean XXIII qu’ils annonceront prioritairement la première grossesse de Fabiola en 1961¹.

Il serait certes malséant de reprocher à un homme, quel qu’il fût, des convictions religieuses qui font partie du plus intime de chacun. Aussi ne s’agit-il pas de contester le droit à un monarque d’être habité par la foi, quand bien même cette foi ne serait partagée, comme c’est le cas en Belgique, que par un faible pourcentage de ses concitoyens. (...)

Il y a là, de toute évidence, une véritable instrumentalisation de l’appartenance chrétienne de la famille royale, et tout particulièrement de Baudouin, à des fins politiques. On aurait mauvaise grâce, dans ces conditions, de nous reprocher de pointer du doigt une sphère privée aussi outrancièrement envahissante. Et comment ne pas rester perplexe devant l’angélisme de Philippe Verhaegen, aumônier de Baudouin lors-

qu’il écrit de ce dernier qu’il «*tenait beaucoup à ce que sa religion reste une affaire privée. Roi de tous les Belges, il craignait que la partie non croyante du pays se sente un peu rejetée. Il avait cette délicatesse de vouloir que sa vie spirituelle ne soit pas mise au grand jour, il la voulait très discrète*»².

Sur ce terrain, on peut dire que le parcours de Baudouin aura été un retentissant échec, et ce dès les premières années de son règne. En revanche, des confidences de Baudouin³, il ressort qu’il fut toujours un catholique d’abord, avant que d’être roi. On peut l’en féliciter, l’en admirer –bien qu’une fois encore, son interprétation de la charité et autres vertus chrétiennes soulève en moi des interrogations–, mais comment concilier la charge qui était la sienne avec des aveux tels que «*J’oublie trop souvent que j’existe avant toute chose pour Toi, pour T’adorer, pour Te contempler (...)*»⁴ ou «*Jésus, aide-moi à garder le cap, toujours et à chaque instant, sur Toi*»⁵? (...)

Déjà en 1961, Baudouin ne profitait-il pas d’un discours officiel à Paris pour stigmatiser «*les sables mouvants du relativisme*», ces «*marécages*» sur lesquels «*on ne construit pas une cité humaine*», avant de plaider pour la «*primauté du spirituel*»⁶ et de citer nommément le christianisme comme étant la source des valeurs essentielles de notre civilisation? Un tel discours, si dénué de respect pour le pluralisme de l’État belge, avait d’ailleurs suscité l’indignation de nombreux laïques, parmi lesquels Henri Janne, alors sénateur socialiste et ancien recteur de l’Université libre de Bruxelles. (...)

Luc Tuymans: Bwana Kitoko (SMAK, 2000).

Une fois encore, que les choses soient claires. Que l’on dise la messe au château; qu’un homme politique vivant en couple en dehors des liens du mariage soit prié d’y venir sans sa compagne; qu’un autre, divorcé, n’y soit plus invité; qu’on ne puisse s’empêcher, recevant des artistes irlandais, de leur rappeler que «*l’Irlande est aussi connue pour sa foi, et que ce sont les Irlandais qui ont converti l’Europe au christianisme*» avant de les prier: «*Ne perdez pas votre Foi. Gardez-la précieusement*»⁷; que Fabiola révoque son cardiologue, coupable à ses yeux d’avoir divorcé; que les mariages déroulent systématiquement leurs fastes à la cathédrale, la cérémonie civile faisant figure de formalité administrative dépourvue du moindre sens profond; que les rejets royaux fréquentent l’enseignement libre, dédaignant avec une belle constance les athénées qui portent leur nom –et qui, rappelons-le, ne sont pas le moins du monde athées ou «sans-dieu», mais simplement officiels et pluralistes: ouverts à chacun, donc, dans le respect de ses convictions: tout cela ne me pose aucun problème, dès lors qu’il s’agit d’une personne privée posant des choix privés. Mais dès lors qu’il s’agit du chef de l’État, les choses se corsent un peu. (...)

S’il faut rendre hommage à Baudouin pour quelque chose, c’est bien pour cela: avec son catholicisme buté, avec sa foi obtuse, avec son intransigeance, il a, mieux peut-être que tout autre, démontré l’inanité de l’institution monarchique et la colossale hypocrisie sur laquelle elle repose. Hypocrisie dont, hélas, beaucoup se font complices, feignant de ne pas voir que le roi est nu. ■

Souffrance psychique et crise sociale

Bonjour tristesse

Notre société est-elle néfaste? Induit-elle la tristesse des enfants, toujours plus nombreux à consulter les «psys»? C’est ce que tentent de démontrer Miguel Benasayag et Gérard Schmit, psychanalystes et auteurs des *Passions tristes** en constatant que «*la plainte ne nous dépasse pas uniquement par son ampleur mais peut-être surtout par son contenu*».

Pêle-mêle, familles éclatées, chômage, désocialisation, racket, drogue, précarité... constituent un tissu sociétal plus que psychologique auquel les psys doivent apporter des solutions. Si la crise «*est elle-même la règle dans la société, comment trouver les réponses adaptées pour qui est désarmé, les familles et les patients*»? Les auteurs se situent dans la dimension de «la réflexion critique» en se référant à Gramsci pour qui «il faut savoir combiner l’optimisme de la volonté avec le pessimisme de la raison». On ne peut mieux dire... Et de développer «*face à la percée des “passions tristes”, une véritable praxis ordonnée par les passions joyeuses*».

En cause, le concept de futur, jadis envisagé avec confiance, aujourd’hui considéré avec méfiance. Le positivisme d’Auguste Comte s’est écroulé et la promesse est devenue menace, dominée par ce que Spinoza appelait les «*passions tristes*», l’impuissance. Le développement des savoirs n’a fait que plonger les hommes «*dans la réalité de l’incertitude*». Le monde est devenu, pour les jeunes en particulier, incompréhensible. Le «*rapport d’intimité*» que les sociétés possédaient avec les techniques a disparu. Il n’y a plus de mode d’emploi. Mais où est donc notre «*société de la connaissance*» alors que l’ignorance prévaut de plus en plus, une société où l’imprévisibilité est érigée en règle?

L'utilitarisme exacerbé opposé au désir

Un des symptômes de la crise: l’effondrement d’un des principes fondateurs de la relation entre adultes

et jeunes, le principe d’autorité, fondé sur l’existence d’un même objectif, construire le futur. Si la contestation de l’autorité a mené, à différentes époques, à bien des émancipations sociales, celle qui règne actuellement est très différente, déterminée par la réussite et le pouvoir personnel.

Les adultes d’aujourd’hui ne représentent plus nécessairement une espérance dans le futur (combien de jeunes ne voient jamais leurs

parents se lever pour aller travailler...). Dans ce monde où règne la loi de la jungle, «*où le gagnant est celui qui peut écraser l’autre*», «*l’adolescent se trouve dans l’impossibilité de vivre son adolescence, la société ne lui offrant plus le cadre protecteur et structurant que cette crise exige*». Et certains jeunes de «*faire leur Œdipe avec les flics*», n’ayant plus dans le cadre familial le principe d’autorité auquel s’affronter. L’utilitarisme ou l’apprentissage sous la menace, pour «armer» le jeune dans les combats qui l’attendent, dans l’efficacité et l’urgence, constitue un changement culturel fondamental, selon les auteurs, mais rarement considéré comme tel. Il s’agit avant tout de «*s’occuper de la survie*», alors que «*seul un monde de désir, de pensée et de création est capable de développer les liens et de composer la vie afin de produire autre chose que le désastre*». Ériger l’anti-utilitarisme contre l’utilitarisme, retrouver l’utilité de l’inutile, concluent Benasayag et Schmit.

Et les auteurs d’évoquer la nécessité d’une clinique de réparation, une clinique du lien où les psys devront s’engager avec et pour les patients. En refusant la modélisation, c’est-à-dire que les cas relè-

vent de grilles, de concepts «*prisonniers des idéaux productivistes de notre société*». L’étiquette renvoie à la norme et aussi à une stigmatisation. Comprendre le sens des symptômes au sein de la multiplicité de la personne, accepter un «non-savoir» à partir duquel les psys peuvent, si l’enfant le désire, travailler et construire.

Le possible et le pensable

Quant à l’autorité, il faut en déterminer les limites. Selon Françoise Héritier (*Masculin/Féminin, t.2- Dissoudre la hiérarchie*), chaque culture distingue le possible du pensable (tout ce qui est possible n’est pas pensable). La limite entre possible et pensable est établie par les interdits de la sacralisation dont la transgression conduit à un sentiment d’omnipotence: «*rétablir les interdits et sortir les jeunes du rêve de la toute-puissance fera partie du parcours thérapeutique*». Il s’agira non pas de formater ou de normaliser mais d’«agencer» ensemble pour reconnaître la multiplicité, ses potentialités et découvrir que «*la vie n’est pas à “guérir” mais à vivre, tout simplement...*».

Michèle Michiels

«Seul un monde de désir, de pensée et de création est capable de développer les liens et de composer la vie afin de produire autre chose que le désastre».

* Nadia Geerts, *Baudouin sans auréole*, collection *Liberté j’écris ton nom*, coédition Labor/Espace de Libertés, 2003, 9,25 €. Voir notre offre en p. 35.

¹ Le Palais annonça par deux fois la grossesse de Fabiola, avant de devoir démentir l’information.

² Cité par José-Alain Fralon, *Baudouin. L’homme qui ne voulait pas être roi*, Fayard, 2001.

³ Publiées en 1995 par le cardinal Suenens, *Le roi Baudouin. Une vie qui nous parle*, Leuven, FIAT, 1995.

⁴ Cardinal Suenens, *op cit.*, p. 89.

⁵ *Loc. cit.*

⁶ Cité par Pierre Gillis, «Du pluralisme» dans *Questions royales*, pp.64-65.

⁷ Réception des candidats de l’Eurosong en mai 1987. Cité par le Cardinal Suenens, *op. cit.* p.107.

* Miguel Benasayag et Gérard Schmit, *Les passions tristes - Souffrance psychique et crise sociale*, éd. La Découverte, 187 p. 15,02 €.

Deux nouveaux sites à signaler: www.parolesdenfants.be et www.parolesdados.be

OGM: le chaînon manquant

Maîtriser les perturbations socioéconomiques, techniques et commerciales qu'entraîne l'usage des OGM sera indispensable.

Le Conseil fédéral du Développement durable de Belgique a émis le 15 octobre 2002 un avis concernant la dissémination volontaire d'OGM (organismes génétiquement modifiés) dans l'environnement et leur mise sur le marché. On y préconise un large débat public sur les aspects éthiques des biotechnologies en général et sur les OGM en particulier. Ma contribution en la matière

En France, l'académie des Sciences et les académies de Médecine et de Pharmacie, dans des rapports des 12 et 13 décembre 2002, estiment que l'utilisation d'OGM à des fins alimentaires ne présente aucun risque particulier. Par conséquent, ces OGM pourraient être introduits en agriculture de façon raisonnée et prudente, au cas par cas. À ce propos, on aurait attendu un rapport conjoint de l'Académie d'agriculture de France, ou quelque avis circonstancié des syndicats agricoles européens. Car le manque de visibilité de ce chaînon manquant déséquilibre l'expression de la filière dans son ensemble mais la «profession» semble peu loquace sur le sujet.

Par contre, en matière d'OGM, les responsables scientifiques et politiques européens menacent notre continent d'un retard irrémédiable par rapport à l'Amérique. Consid-

opérant dans la glaise agricole avec des faisceaux d'interactions vers l'amont et vers l'aval. Là, les problèmes réels résultant de l'utilisation des OGM à grande échelle, sur ce qu'Eric Satie appelle «cette terre si terrestre et si terreuse», se manifestent dans un contexte de diffusion mal maîtrisée des génomes. Ces situations entraînent des difficultés managériales et opérationnelles couplées à des incertitudes juridiques et financières. Autant d'éléments qui perturbent les marchés, menacent l'autonomie des agriculteurs et faussent la concurrence entre les opérateurs.

En témoignent quelques instantanés emblématiques illustrant des cas d'espèce. S'agissant des céréales aux États-Unis, des problèmes majeurs sont apparus à la suite de mélanges de maïs destinés à l'alimentation humaine avec des maïs prohibés pour cet usage. En 2001, ce fut le cas du maïs OGM *StarLink* d'Aventis, où il fallut assainir toute la filière jusqu'aux galettes de maïs, les fameux «tacos». On a dû provisionner à cet effet un milliard de dollars faisant l'objet de procédures judiciaires dans l'établissement des responsabilités. Plus récemment, en décembre 2002, la société ProdiGène était condamnée pour le mélange de maïs à destination humaine avec des maïs OGM produisant un vaccin à destination animale.

Un autre aspect concerne Monsanto, leader mondial en matière d'OGM, qui s'est séparé en décembre dernier de son PDG, considéré comme le prophète des OGM. C'est que les bilans de Monsanto présentent des pertes considérables et rien de positif ne se pointe à l'horizon proche. Une conséquence de cette situation se traduit par la réduction des budgets de recherche, qui sont le baromètre de l'avenir en biotechnologie.

Par ailleurs, au Canada, Monsanto fait depuis 1999 un procès à l'agriculteur Percy Schmeiser qui, depuis un demi-siècle, produisait avec succès du colza sur 400 hectares dans la province du Saskatchewan. Schmeiser est accusé d'avoir semé et récolté, en 1998, des OGM protégés par un

brevet de Monsanto, sans l'accord de la firme. L'intéressé déclare pour sa défense qu'il n'a jamais introduit d'OGM sur ses terres et que le gène breveté a contaminé ses champs à son corps défendant à partir de cultures voisines autorisées par Monsanto. Après condamnation de Schmeiser en première instance et en appel, l'affaire est pendante devant la Cour suprême du Canada, dont le jugement fera date.

Une autre conséquence de la contamination généralisée des colzas du Saskatchewan concerne les produits «bio» qui doivent contractuellement être dépourvus d'OGM: leur marché s'est effondré et les miels de cette province ont été bannis de l'Union européenne. En réaction, le directeur des producteurs «bio» a intenté une action en compensation contre les firmes Aventis et Monsanto.

Ces différents aspects, rarement évoqués au niveau des instances de l'Union européenne, illustrent les vrais problèmes qui fragilisent et judiciaient les filières agroalimentaires Outre-Atlantique et dont il conviendrait de tenir compte en Europe. Dans le cadre du débat public sur les aspects éthiques, évoqué par le Conseil du Développement durable de Belgique, il y aura lieu de déterminer les règles dont notre société européenne veut se doter dans les circonstances actuelles, après avoir été parfaitement informée. S'agissant de l'emploi d'OGM brevetés en milieu agricole ouvert, il s'agit de comprendre et de maîtriser les perturbations qui s'annoncent tant en matière socioéconomique que pour les itinéraires techniques et commerciaux du secteur agroalimentaire.

Comme l'affirme Percy Schmeiser, dans une envolée hugolienne illustrant son différend avec Monsanto, «c'est votre gène, mais ce sont mes plantes sur mes terres». On ne saurait mieux cerner le dilemme fondamental qu'il faudra résoudre si l'on veut assurer aux OGM un avenir à la mesure de leurs potentialités réelles.

Jean Semal

Vive la politique!

Hervé Broquet, auteur de nombreux ouvrages prônant l'éducation à la citoyenneté et à la politique, vient de publier un petit livre intitulé *Éduquer à la démocratie*¹.

Partant de l'idée que l'éducation à la démocratie nous concerne tous, il constate avec regret que la question de l'éducation civique est restée pendante depuis de nombreuses années. Mais aujourd'hui, la montée de l'extrême droite obligeant à une plus grande attention, on voit le(s) politique(s) s'approprier l'éducation à la démocratie. Et c'est bien le souhait d'Hervé Broquet. Puisque nous vivons dans une société plurielle et conflictuelle, il est légitime de développer une réflexion sur les conditions qui rendent possible l'expression de la pluralité dans un espace public démocratique.

L'auteur commence par une analyse terminologique, insistant sur le fait «que l'on ne naît pas démocrate, on le devient», qu'il n'y a pas «de véritable éducation sans un recours à un corpus de connaissances... sans l'apprentissage d'un savoir»² distinguant bien l'éducation démocratique, l'éducation à la démocratie et l'éducation politique, annihilant tout sens critique, préférant l'éducation à la citoyenneté démocratique.

Il poursuit par la recherche des objectifs de cette éducation à la démocratie, passe en revue ce qui existe en Communauté française de Belgique, comparée à la France et au Québec, sur le plan scolaire et non scolaire: Démocratie ou barbarie, le Creccide, le Centre pour l'Égalité des Chances, la Fondation Roi Baudouin, la Fondation Auschwitz, les Territoires de la mémoire,...

Le pivot de sa réflexion est le décret Missions de 1997, rappelant en ses articles 6, 8 et 9, la finalité de l'enseignement général. Il dénonce l'absence (sauf à l'École royale militaire) de cours d'éducation civique dans l'enseignement obliga-

toire (mais il me semble que des notions importantes sont enseignées même si ce n'est pas dans un cours spécifique), alors que les jeunes doivent voter à 18 ans.

Les difficultés rencontrées à l'installation de ce cours relèvent entre autres des acteurs concernés. D'évidence, la contrainte budgétaire, les réticences du corps enseignant dues au risque de suppression des cours dits philosophiques, la conviction des politiques d'une approche transversale, la

© M. C.

préférence de certains politiques pour un cours de philosophie, la non-spécificité de ce cours, empruntant son contenu à d'autres disciplines...

Dans le dernier chapitre, il s'attache à déconstruire les représentations qui ont majoritairement cours à propos de la fonction politique et à valoriser le travail politique, qui résulte d'un intérêt porté à autrui.

L'auteur conclut en prônant un cours d'éducation à la démocratie enseigné par un professeur d'histoire, pour éviter qu'étant du ressort de tous, cet enseignement ne soit pris en charge par personne. Il lui semble indispensable qu'une éducation à la démocratie soit accompagnée d'une éducation démocratique avec la participation effective des élèves. Il termine par dix propositions relatives au développement d'une éducation à la démocratie.

Éduquer à la démocratie devrait permettre aux jeunes de poser –et de se poser les bonnes questions.

¹ Hervé Broquet, *Éduquer à la démocratie. Vive la politique!*, éditions Vista, Collection Vista Politique, 2003.

² René Rémond in *Le Monde* du 15 juin 1993.

Installation de riz comestible coloré, Laurence Dervaux (Galerie Jacques Cerami, Loverval, 071/56.17.66).

se rapporte au seul modèle pour lequel on possède quelque recul, à savoir les cultures d'OGM végétaux. Elle pose comme objectif la rentabilité, la durabilité et l'acceptabilité des filières agroalimentaires qui relient la fourche à la fourchette.

rant cet argument, j'ai interrogé les situations et les évolutions en cours Outre-Atlantique, où l'on possède un quinquennat de recul en la matière. Ici, il ne s'agit plus seulement de précaution ou de risque, comme en Europe. Aux États-Unis comme au Canada, prévaut le vécu d'acteurs

Jean Semal est ingénieur agronome.

Giscard prépare un Concordat européen

¹ En moins d'un mois, l'appel de ces cinq fédérations et réseaux européens a reçu le soutien de plus de 160 associations totalisant plusieurs millions de membres de pays de l'Union et de pays candidats, auquel il faut ajouter un très grand nombre d'adhésions individuelles. Remarquons l'adhésion de plusieurs réseaux catholiques européens et d'obédiences maçonniques. L'appel a fait l'objet d'une conférence de presse le 6 juin au Parlement européen.

Appel à la Convention

Les associations signataires, actives dans tous les pays de l'Europe, se réjouissent que la Convention *Pour l'avenir de l'Union* propose, dans le titre VI, des garanties de fonctionnement d'une démocratie participative. Dans cet esprit, nos associations réclament que la future Constitution de l'Union ne fasse pas obstacle au droit des personnes de décider librement de leur mode de vie et de leurs choix personnels sur toutes les questions liées à l'existence humaine. Les associations signataires sont préoccupées de préserver et de continuer à développer les acquis obtenus dans leurs différents domaines d'activités, que ce soit l'éducation, la morale, la famille et la situation des femmes, la contraception, l'avortement, l'euthanasie, le divorce ou l'orientation sexuelle, etc...

Les associations signataires constatent que l'article 37 (ndlr: devenu 51) confère aux Églises un droit d'interventions régulières dans la politique de l'Union, leur permettant ainsi de faire prévaloir leurs options religieuses, sur les matières citées ci-dessus et bien d'autres comme les discriminations envers les femmes et les homosexuels, la lutte contre le sida, ou encore les questions liées aux recherches biomédicales. La séparation des Églises et des Institutions publiques doit s'appliquer à tous les domaines de la vie en société. Les associations signataires lancent un appel solennel à tous les membres de la Convention, quelles que soient leurs convictions philosophiques ou religieuses, en demandant le retrait de l'ensemble de l'article 37 (devenu 51). Ont adhéré à cet appel les associations et réseaux européens représentatifs suivants: IPPF European network, Réseau européen «Églises de liberté», Fédération humaniste européenne, Right to die in Europe, Ligue européenne de l'enseignement. ■

La future Constitution européenne a suscité une campagne de lobbying de grande ampleur initiée par les Églises, et particulièrement par l'Église catholique romaine, visant à réévaluer en leur faveur les rapports entre les institutions européennes et les organisations religieuses. Le Vatican et la conférence des évêques d'Europe expriment l'exigence que les associations religieuses soient considérées distinctement des autres associations afin qu'elles puissent jouer un rôle politique et social hors du débat contradictoire de la société civile. De hauts fonctionnaires de la Commission, nommés par son président, s'emploient à mettre en application un dispositif adéquat.

Il ne faut pas s'y tromper. La stratégie poursuivie par les Églises ne vise pas à la simple reconnaissance de la contribution des valeurs juives et chrétiennes à la civilisation européenne. L'objectif poursuivi est plus ambitieux. Il vise à institutionnaliser la place privilégiée de l'Église dans les processus de consultation engagés par les organes de l'Union, qui lui reconnaît ainsi le droit d'exercer un magistère d'influence.

À cette fin, le nouvel article 37 (devenu 51) du projet de traité constitutionnel que prépare la Convention présidée par Giscard d'Estaing vise à organiser un dialogue et une concertation régulière avec les Églises. Cela ressort clairement du paragraphe 3 de l'article 37, stipulant que «*L'Union maintient un dialogue régulier avec ces églises et organisations, en reconnaissance de leur identité et de leur contribution spécifique*».

Ces dispositions, introduites dans la Constitution européenne, constituent une régression importante et contredisent les principes de laïcité et de neutralité de l'État. Il faut remarquer que l'équilibre de principe qui est consacré par le droit constitutionnel belge sera, en droit institutionnel européen, rompu au bénéfice de la sphère institutionnelle religieuse. Cet aspect de la question devrait sans doute pouvoir intéresser nos constitutionnalistes, tout au moins ceux qui rêvent encore de laïcité.

Aucune condition n'est posée en ce qui concerne les organisations religieuses, en terme de représentativité, comme un autre article (l'article 46) l'impose aux associations de la société civile. L'Union disposera d'un pouvoir d'appréciation très large, voire arbitraire, dans le choix des institutions religieuses avec lesquelles elle souhaite entretenir le dia-

logue qui pourra se dérouler dans un cadre totalement occulte.

La Fédération humaniste européenne a signé un appel, conjointement avec des réseaux européens et de nombreuses associations nationales dont le Conseil central laïque, et appuyé par de nombreux citoyens, demandant le retrait de l'article 51¹.

Les acquis détricotés?

Ces associations ne veulent pas voir se détricoter, sous l'influence des Églises, les acquis obtenus dans leurs différents domaines d'activités, que ce soit l'éducation, la morale, la famille et la situation des femmes, la contraception, l'avortement, l'euthanasie, le divorce ou l'orientation sexuelle, ou encore les discriminations envers les femmes et les homosexuels, la lutte contre le sida, ou les questions liées aux recherches biomédicales.

La maintien de l'article 51 aura comme conséquence que les principales Églises vont obtenir en quelque sorte un *Concordat européen*, sans toutefois devoir effectivement en signer un, leur permettant d'intervenir dans la politique de l'Union, sans aucune obligation de leur part, mais au contraire en préservant tous les privilèges qu'elles ont dans les États membres, ce qu'autorise le paragraphe 1. Les effets de ce pseudo-concordat s'appliqueront à tous les pays de l'Union, y compris à ceux qui comme la Belgique, n'ont pas de concordat avec le Saint-Siège.

Somme toute, l'Église exige de pouvoir disposer d'un magistère moral sur le pouvoir politique de l'Union. Fameux retour à un passé que l'on croyait révolu, où le pape Pie VI condamnait les libertés et la Déclaration de 1789. ■

Georges C. Liénard

Coopération belgo-chilienne

Itinéraire de quatre enseignants chiliens, de Santiago à Bruxelles.

Lors des années sombres de la dictature d'Augusto Pinochet, de nombreux démocrates chiliens trouvèrent refuge en Belgique et certains s'y sont établis. Ce fut notamment le cas de Marcos Alvarez Garcia, qui fit partie du gouvernement du président Salvador Allende et qui trouva refuge avec sa famille à Bruxelles où il exerça, à l'ULB, ses compétences de juriste en droit international.

En 1989, Pinochet finit par passer la main sous la pression internationale, et les premières élections permirent l'avènement de gouvernements démocratiques.

Le régime de Pinochet ne s'est pas seulement signalé par la violence avec laquelle il s'est installé muni du soutien du département d'État américain (sous Nixon) et par le régime de terreur qu'il a institué (arrestations, déportations, assassinats de milliers de responsables politiques et syndicaux, d'artistes et de simples citoyens) mais par les nombreux privilèges qu'il a accordés à l'Église catholique devenue omnipotente sous la dictature.

Sous l'impulsion de la Grande Loge du Chili, la laïcité a commencé à relever la tête et dès 1998, elle inaugurerait à Santiago l'université libre *La Republica* fondée sur les principes de laïcité, de progrès et de libre examen. La convergence d'idéal entre l'université de Santiago et l'Université Libre de Bruxelles est symbolisée par le nom de Théodore Verhaegen conféré à une salle de l'université *La Republica*. Le 29 octobre 1999, cette toute jeune université inaugurerait en son sein l'*Instituto laico de Estudios contemporáneos* (ILEC - Institut laïque d'études contemporaines) avec l'ambition d'en faire un organe d'étude, de coordination et d'action au ser-

vice du mouvement laïque chilien renaissant.

À l'intervention de Marcos Alvarez Garcia, le président de l'ILEC, Jorge Carvajal Muñoz, insista pour que le Centre d'Action Laïque de Belgique participe à cet événement et c'est ainsi que m'échut l'honneur de donner au palais des congrès de Santiago la conférence inaugurale, «La laïcité en Europe et dans le monde». À l'occasion de ce premier contact fut négociée et signée entre le CAL et l'ILEC une convention de coopération.

Le conseil d'administration du CAL a en effet estimé nécessaire d'apporter son soutien à l'action de l'ILEC, fer de lance de la laïcité au Chili et peut-être demain en Amérique latine. Ce soutien est apparu d'autant plus utile que le CAL a manifestement acquis une expérience certaine en trente-cinq ans de lutte dans un pays qui depuis la Libération de 1944 n'a certes pas connu de dictature mais qui a quand même subi un colonialisme catholique profondément enraciné dans les institutions, dans les mœurs et dans les lois. Compte tenu de son histoire propre, le mouvement laïque belge ne pouvait rester indifférent aux efforts des laïques chiliens en butte à un épiscopat arrogant qui bataille encore au début de ce XXI^e siècle pour le maintien de l'interdiction du divorce dans la loi civile chilienne.

Deux premiers séminaires ont été organisés en octobre 2001 et en octobre 2002, le premier, *La mise en œuvre des valeurs laïques en actions concrètes*, auquel j'ai participé («Les valeurs de la laïcité» et «Organisation d'un mouvement associatif laïque»), avec Ariane Hassid («Familles et société») et Michel Bastien («Le cours de morale»). J'ai également pris part au deuxième sur le thème *Jeunesse et laïcité* «Le cas du Cercle du Libre Examen», avec Michel Bastien («Stratégies et pédagogie du cours de morale»), et André Goldberg («Les mouvements de jeunesse et le parascolaire»).

Compte tenu du vif intérêt manifesté par nos amis chiliens pour le cours de morale non confessionnelle, le

Leopoldo, Maria Soledad, Francesco et Claudio.

CAL avait proposé d'offrir un stage de formation d'un mois en Belgique à quatre enseignants chiliens désignés par l'ILEC.

Le but de ce stage de «formateurs de formateurs» était de jeter la base d'un cours de morale laïque et d'animations parascolaires qui puissent prendre place en un premier temps dans le réseau des dix-sept collèges laïques avant que, ces cours et ces animations étant «rodés» dans ce réseau, l'ILEC puisse en revendiquer la généralisation à tout l'enseignement officiel chilien.

C'est ainsi que le 20 mars dernier, nos amis Leopoldo Cerda Caceres, Maria Soledad Rojas Arce, Francesco Olave Henriquez et Claudio Gonzalez Castillo ont débarqué à Bruxelles. Pendant cinq semaines, ils ont visité les sept régionales du CAL, des associations, des maisons de la laïcité au restaurant du cœur en passant par la Ligue de l'Enseignement et les services d'assistance morale laïque dans les hôpitaux et dans les IPPJ.

Ils ont suivi pendant des jours les animations de la Confédération parascolaire. Ils ont rencontré des professeurs de morale à Bruxelles, à Gembloux, des formateurs à Charleroi, assisté à des cours, à des formations de futurs profs, de Bruxelles à Arlon, du pays de Liège à la botte du Hainaut en passant par le Borinage, Namur et le Brabant wallon.

Ils nous ont quittés épuisés et enthousiastes, les valises pleines de documents et de matériels, la tête pleine d'images, de réflexions et de projets. Nous les retrouverons en octobre prochain pour découvrir ce qu'ils auront déjà mis en place pour adapter à leur situation propre les pistes découvertes ici. ■

Philippe Grollet

Africalia

Kinshasa se raconte à Bruxelles

Du 5 mai au 14 septembre, la Ville de Bruxelles et le Musée royal de l’Afrique centrale (MRAC) exposent la peinture populaire de Kinshasa dans le cadre d’Africalia 2003. Quatre-vingt-cinq toiles de quinze artistes: septante aux

Shula: *Quand le pasteur drague...*

rent un autre adage populaire selon lequel à Kinshasa règne la chaleur et, à Bruxelles, le froid: «*Kinshasa moto; Bruxelles malili*». La prémonition des artistes est confortée: leurs tableaux impriment un flamboiement kaléidoscopique aux deux galeries de l’Hôtel de Ville. L’émotion des visiteurs est immédiatement perceptible.

Les cimaises de l’Hôtel de Ville introduisent, en effet, le public au cœur de la culture urbaine kinoise à travers le regard des artistes. Tous les registres, social, économique, religieux et mythologique, font l’objet d’expressions pleines d’acuité, voire de richesses empreintes des inattendus stylistiques. Les ressources de tous les arts, tant visuels que littéraires, s’y retrouvent.

Dans le registre social figure cette toile piquante de Syms intitulée «Article 15», qui signifie à Kinshasa «Débrouillez-vous» ou «Chacun pour soi». Ici, l’homme et ses chiens, tous faméliques, s’engagent dans un dialogue émouvant, apparemment

sans concessions. Le maître: «*Écoutez mes bêtes, la conjoncture de la Deuxième République ne me permet pas de vous héberger! Allez vous débrouiller*». Le porte-parole des chiens: «*Snif... maître, nous sommes ici pour vous! Pourquoi tu nous abandonnes comme ça? Où pouvons-nous aller?*». On lit le désarroi dans le regard des chiens. Et chez l’homme, l’impuissance doublée d’un égoïsme forcé.

Dans le registre économique, Moke donne à voir un camion de commerçants débordant de denrées alimentaires. Lorsque l’on sait que l’artiste a peint ce tableau en 1988, année où la misère sévissait déjà au Congo, on comprend la finesse de l’esprit exploitant le paradoxe pour intensifier la communication du message.

Dans le registre politique, Chéri Samba stigmatise l’arrogance des politiciens qui vont à contre-courant de l’histoire en maintenant la dictature qui leur profite au détriment de

Chéri Samba: *L’heure de la démocratie en Afrique.*

cimaises de l’Hôtel de Ville, quinze à celles du célèbre Musée. Contrairement aux expositions sibyllines auxquelles les collectionneurs ont habitué le public occidental, ces manifestations sont animées par les artistes participants invités pour la circonstance. Tout comme le catalogue qui comprend essentiellement le regard endogène des scientifiques congolais. C’est une première.

Kinshasa réchauffe Bruxelles...

L’expression «*Kin moto na Bruxelles*» procède de l’argot lingala, la langue dominante de Kinshasa, et se traduit par «*Kinshasa réchauffe Bruxelles*». C’est à partir de Kinshasa que les artistes ont eux-mêmes dénommé leur exposition. En ayant pour réfé-

la population. En témoigne le contraste entre le ventre des dictateurs et la maigreur squelettique de la population. De même le dénuement de la population est criant face à l’opulence des politiciens.

Dans le registre religieux, Shula partage le courroux des fidèles désabusés. La collecte d’offrandes et de dîmes, destinée à Dieu, passe directement à l’amante du pasteur, qu’il drague sans s’en cacher.

Bodo montre qu’entre la religion et la mythologie, il n’y a qu’un pas: son tableau «La prostitution» recycle l’icône légendaire de Mamiwata pour jeter l’anathème sur le plus vieux métier du monde.

... et Tervuren

Le deuxième volet important de la manifestation «*Kin moto na Bruxelles*» est sans conteste l’entrée de Chéri Samba au Musée royal de l’Afrique centrale. Toute une exposition lui est consacrée sous le thème «*Kin moto na Tervuren*». Le musée a aussi valorisé l’artiste par l’acquisition d’une de ses toiles créée spécialement à cet effet.

À retenir parmi les quinze tableaux exposés: «Fête pour la libération du Congo démocratique», «Spectacle au village», «...l’Afrique restait une pensée», et «Réorganisation». Quatre toiles où la question essentielle abordée par l’artiste est celle de l’identité.

La première met en exergue le regard libérateur du politicien patriote en face du peuple assujéti et déshumanisé. La seconde toile pose le problème du préjugé du citoyen par rapport au villageois. Le titre complet de la troisième toile est «Quand il n’y avait plus rien d’autre que... l’Afrique restait une pensée». Au-delà de la problématique de Picasso à court d’inspiration, l’artiste exalte le dialogue des cultures comme source de régénération des identités des peuples qui se rapprochent.

La dernière toile extériorise l’acuité du conflit qui peut exister entre le regard endogène et le regard exogène sur l’identité d’un peuple d’une part, mais aussi la problématique de la propriété du patrimoine culturel logé au Musée de Tervuren. Sans doute l’histoire apportera-t-elle les solutions appropriées à cette question dont la complexité est réelle. ■

Célestin Badibanga neMwine

Fantômes européens

La fresque de Chéri Samba à Matonge.

Voici une exposition thématique qui explore pour la toute première fois la manière dont l’Europe et les Européens sont et ont été représentés par les Africains. Cette exposition, qui s’inscrit dans un événement multidisciplinaire (colloques, rencontres, théâtre, etc.), rassemble plus de 200 œuvres d’époques et de provenance différentes. Les plus anciennes attestent de la présence et de l’influence du colonisateur. Les œuvres «populaires» témoignent explicitement de références à l’Europe, à ses modes et codes culturels, dans le contexte post-colonial.

Enfin, une section constituée d’une sélection particulièrement représentative d’artistes plasticiens contemporains de renommée internationale tels que Chéri Samba, Barthélemy Toguo, Frédéric Zinkpé, Eméka Udemba, Fernando Alvim... nous laisse découvrir des créations, installations, vidéos, sculptures, peintures, photographies qui incarnent, explicitement ou allusivement, une vision personnelle ou collective de l’Europe et des Européens ou, plus largement, de la «modernité», des rapports Nord-

Sud ou de la «mondialisation». Cette vision peut être critique, ironique ou onirique, ou sereine et transcendée.

L’ensemble des œuvres, objets ou images exposés, offre donc un caractère varié, original et aux contrastes révélateurs. Cette juxtaposition a pour but de susciter une réflexion utile, voire salutaire, au sein d’un large public: «Comment l’Europe, le monde blanc ont-ils été perçus autrefois? Comment sommes-nous vus aujourd’hui?». Par ailleurs, les Africains de Belgique (et d’autres communautés originaires de pays du Sud) y découvriront, une réelle valeur cathartique. ■

Valérie Brixhe

L’exposition «L’Europe fantôme» est accessible tous les jours (sauf le lundi) entre 11h et 18h30 et le mercredi de 11h à 21h (nocturne). Avenue Wielemans-Ceuppens, 1190 Forest. Droit d’entrée 5€ (tarif réduit 4€). Visite guidée sur réservation. Renseignements: CEC - 02 217 90 71 ou 72 – cec-ong@yucom.be – <http://www.cec-ong.org>.

Masque de Hazoumé (Bénin)

Une adoration* de Nancy Huston

La clémence de Nancy

L'amour et le roman ont tous les pouvoirs, y compris celui de faire se parler les morts et les ennemis de toujours. Entre gravité et facétie.

Tous les personnages vont comparaître devant le tribunal convoqué par Nancy Huston.

Depuis l'acceptation du monothéisme, et donc de la suprématie d'une foi sur une autre, la moitié de la planète tape sur l'autre en toute légitimité. C'est peu dire que cela ne va pas en s'arrangeant. Croire

apprendre les serments qu'elles ont entendus. Alors que la réalité croit venir à bout des antagonismes par la simplification, le roman de Nancy Huston célèbre la complexité avec une réjouissante maîtrise.

Retisser les fils dénoués

Par sa forme et son propos, Nancy Huston excelle à escamoter ce qui se donne pour vrai, lisse, et réhabilite des personnages passionnants, broyés par les faits, les préjugés ou l'Histoire.

Une adoration est l'histoire d'un amour fou entre une serveuse et un jeune showman adulé des foules, un clown qui écrit sa vie en tendant un miroir au public, lui montrant ce qu'il ne voit plus. C'est aussi, très exactement ce que fait Nancy Huston. Tout sépare la serveuse du comédien, l'âge, la condition, le parcours, leur mode d'expression et pourtant ces deux-là s'aiment comme personne, avec une intelligence des émotions qui les rend suspects aux yeux des êtres de peu d'imagination. Elke et Cosmo, chacune et tout le monde en quelque sorte, vont permettre à ceux qui les ont connus, aimés ou haïs de dire ce qu'ils ont toujours tu.

Quand le livre démarre, Cosmo est mort. Vont défiler à la barre, son défunt père, délivré de la vie sans rêve que lui imposait sa mère, avec des circonstances atténuantes. Suivront Elke, ses terribles enfants, leurs amis, les parents de ceux-ci... Nancy Huston donne la parole aux témoins comme aucunes annales ne l'ont jamais fait. Avec une qualité d'écoute exemplaire. Elle retisse les fils dénoués des parcours intimes, éclaire les souffrances, les non-dits, les mutilations étranges, nous met face à nos propres idées toutes faites (sur les immigrés, les gitans) mon-

trant par la bande le rôle essentiel de la pensée, à savoir «formuler des paradoxes sublimes» comme le dit le poète Michel Deguy. La littérature a ce pouvoir de double vue, qui permet tout à la fois l'illusion - c'est son charme - et la lucidité - c'est sa force. Ainsi opère Nancy Huston. Et sa profonde empathie ne fuit pas la réalité dans le romanesque mais la ramène par les oreilles pour nous la mettre sous le nez, mêle la petite à la grande Histoire lui conférant ce «réalisme magique» que nous, gens du Nord, connaissons bien. Alors que les astrophysiciens cherchent derrière le big-bang la trace d'une volonté suprême, la romancière trouve sous nos pieds un mystère bien plus grand: ce que les hommes font de leur vie, la vie dans l'immensité de ses passions, de sa force, de sa puissance.

Le chaos créateur

À la tentation de l'harmonie tiède, du juste milieu, de la norme, elle préfère le chaos créateur. Et si chez elle, Dieu et le diable jouent aux dés, ils sont débouloonnables, comme Staline ou Saddam Hussein. Ses personnages donnent du «Votre Honneur» à un type assis en Majesté au-dessus de ce Jugement dernier. Qui est-il? Le lecteur le découvre à la dernière ligne, dans un grand éclat de rire. Car chez Nancy Huston, la facétie n'est jamais loin de la gravité, la mortification de l'amour, l'abandon du don de la vie et le bonheur ourle le malheur. Elle nous aime inconfortables et cette clémence divine est tout ce qui reste du pouvoir auto-proclamé d'une romancière qui entre dans le récit. C'est qu'elle aussi est appelée à la barre, par des personnages qui lui reprochent d'être mal servis!

On le voit, ce roman d'amour se lit aussi comme une déclaration d'amour à la fiction pour ce qu'elle permet et suppose: écrire par-dessus la douleur de chacun, rapprocher ceux que tout oppose, nouer un dialogue impossible et bouleversant entre le tortionnaire et sa victime. Même le couteau peut donner son point de vue, lui qui a tué Cosmo, à moins qu'il ne l'ait libéré? «Les hommes n'ont l'expérience de l'intelligible que dans la mesure où ils parlent, se comprennent les uns les autres» écrivait Hanna Arendt, et ce n'est pas Nancy Huston qui dira le contraire. ■

Sophie Creuz

Marketing de guérilla

L'air de rien

Un centre ville, un samedi soir. Vous attendez depuis vingt minutes au comptoir d'un bar à la mode, surchauffé et enfumé. Les consommateurs jouent des coudes, le serveur est débordé. Quand vous parvenez enfin à attirer l'attention du barman, une jeune femme se penche vers vous, un billet de 10 euros à la main, et vous demande: «Pourriez-vous me commander une Blurp au citron?» Vous acceptez. Ce que vous ne savez pas, et ne saurez jamais, c'est que la «cliente» à qui vous avez rendu service est payée par Blurp Business International.

On appelle cela du marketing «undercover», une expression qui décrit d'habitude les missions secrètes des espions ou des policiers en civil. Aux États-Unis, d'où la technique est partie, tous les jours, des dizaines de citoyens «ordinaires» sillonnent les rues, les parcs, les restaurants et les boutiques afin de promouvoir, l'air de rien, un magazine de mode («Oh, vous devriez acheter Chose, le dernier numéro est formidable»), une nouvelle boisson («Puis-je vous offrir un verre de Truc?») ou un voyageur en ligne («Je réserve tous mes billets d'avion sur Machin.com, pas vous?»).

À New York, les agents secrets de la vente peuvent surgir à tout moment. Une firme envoie des jeunes filles distribuer des bouteilles d'eau minérale aux joggeurs de Central Park. Elle n'hésite pas à payer les concierges des immeubles chics de Manhattan pour qu'ils laissent en évidence un colis au logo d'une célèbre marque de vente par correspondance. «C'est subliminal, explique le patron de la boîte. Les gens se disent: tiens, si mes voisins achètent cette marque, c'est sûrement de bonne qualité».

Cette technique est dans le droit fil de procédés qui avaient imposé la présence de produits dans les films ou séries télévisées. Qui se souvient de la boîte de Coca bue ostensiblement par le traître pourtant obèse de Jurassic Park ou de la pomme Apple qui figurait clairement sur les ordinateurs pendant des centaines de secondes dramatiques? Ces apparitions, grassement rémunérées à la

production du film, ont pourtant profondément marqué notre subconscient et peuvent influencer notre comportement d'acheteur. Aston Martin et BMW se sont disputés à coups de millions le droit de... faire détruire plusieurs de leurs somptueux modèles par les James Bond successifs. Dans Mission to Mars, tout était sponsorisé, de la nourriture de l'équipage aux voitures futuristes. «Mais désormais les 15-34 ans résistent aux messages publicitaires classiques», commente Jonathan Ressler, fondateur de Big Fat, l'une des agences new-yorkaises spécialisées dans cette réclame qui ne dit pas son nom. En revanche, ils font confiance à leurs pairs. Nos ambassadeurs se glissent donc parmi eux». Moins onéreuse que le plus sommaire des spots télévisés, cette méthode, que ses promoteurs appellent eux-mêmes du «marketing de guérilla» fonctionne: les résultats sont si bons que les marques les plus établies se laissent tenter. Nintendo, Evian, Volvic, Nestlé, Pepsi-Cola et Kool, entre autres, ont recours aux services de Big Fat, qui a vu ses bénéfices passer de 300 000 à 4,2 millions d'euros entre 1999 et 2000.

Ces tactiques sauvages commencent à inquiéter les organisations de consommateurs et la très officielle Federal Trade Commission (l'organisme américain de régulation de la publicité), qui les juge «à la fois injustifiables sur le plan moral et discutables sur le plan légal».

Car les techniques se multiplient: une firme d'eau minérale a recruté une poignée de portiers de boîtes de nuit d'une ville touristique et les a «convaincus» d'offrir des bouteilles de cette eau. Ce soir-là, tous les fêtards de la ville ont été, à leur insu, exposés à ce produit. Et le patron de démarcher d'autres firmes: «Si vous trouvez ces jeunes performants, vous pouvez également les habiller avec des vêtements qui leur plaisent et les inciter à circuler dans la rue, sur le campus, en vantant les mérites de ces nouveautés vestimentaires auprès de leurs amis».

Les responsables du marketing de Sony Ericsson, filiale du géant japo-

nais de l'électronique et de l'équipementier de télécommunications suédois, lors du lancement de leur dernier modèle de téléphone portable, ont loué auprès d'une agence de manequins les services de «faux touristes» qui ont entrepris de sillonner sept grandes villes américaines, demandant devant chaque monument à de vrais touristes de les prendre en photo avec leur nouveau téléphone équipé d'une caméra numérique. Simultanément des milliers de faux téléphones portables semblables au nouveau produit étaient perdus dans des bus ou des taxis, un message sur leur écran invitant les chanceux qui les trouveraient à se connecter sur l'internet pour s'en procurer un vrai.

«Il y a des produits qui nécessitent absolument d'être mis entre les mains de leurs acheteurs potentiels», reconnaît Drew Neiser, président de Renegade Marketing Group, une agence américaine spécialisée dans les nouvelles techniques de publicité. Pour autant, «les opérations de promotion déguisées posent des problèmes éthiques», estime-t-il. Il refuse pour sa part d'engager des acteurs sans leur faire porter le logo de la marque dont ils assurent la promotion.

D'autres experts mettent aussi en garde les firmes adeptes de ce type de marketing: si la manipulation est dévoilée, les consommateurs peuvent éprouver une crise de confiance à l'égard de cette marque et renoncer à acheter ses produits. ■

Maxime Coppin

Là, le message est géant. C'est parfois plus subtil...

* Une adoration de Nancy Huston est paru aux éditions Actes Sud.